

La Gueule ouverte

N° 229/ Hebdomadaire/ 27 septembre 1978/ 5 FF

Suisse 3 FS/ Belgique 42 FB

Marée noire, nucléaire, députés R.P.R

Bretagne, pays sinistré



Photo GO/Y.B.-Civel

A Plogoff, les Bretons forment le dernier carré de l'insurrection anti-nucléaire...

Paysans-travailleurs contre Crédit Agricole

«Le Crédit Agricole, c'est la banque des arbres, des fleurs, et des petits oiseaux, au bon goût de terroir, créée par vos grands parents» dit la publicité. Le Crédit Agricole est la troisième banque mondiale, répondent les chiffres. Un monstre énorme qui étend ses dix mille agences sur le territoire français et cherche à s'implanter dans tous les domaines de l'économie française et étrangère. Une seule et froide logique: la recherche du profit maximum avec l'argent prêté ou placé.

(suite page 9)



Photo GO/

Les femmes de paysans

On a l'impression que la GO.CNV concerne une élite: c'est bien beau de parler des paysans quand ils sont en lutte contre l'armée ou le nucléaire mais il reste une majorité de paysans qui ignorent beaucoup de ces problèmes et d'eux, on ne parle pas (tous des réactionnaires, ça vote à droite les paysans).

On ne parle pas non plus des «femmes d'agriculteurs», on préfère laisser parler les femmes déjà «libérées» (c'est très intéressant, mais il n'y a qu'elles qui ont la parole, ou alors celles d'«Elle»). Pourtant, il y a à dire à ce sujet. Elles sont peut être bien les dernières (avec les femmes d'artisans commerçants) à ne pas avoir d'identité professionnelle.



Peut être préférez-vous que ce soit «Marie-claire» qui en parle ?

on s'est peut-être trompées de journal ! Dites le nous.

Allez salut, ça nous fait quand même du bien de vous recevoir.

Sophie ●

Quel espoir pour nos enfants

N'est ce pas Isabelle, y'en a marre ! Oui y'en a marre, mais le pouvoir est bien installé, et pour longtemps ! (pas le moral) mais si nous pouvons amorcer un changement, un petit quelque chose qui fasse, qui donne l'espoir pour nos enfants, ça serait déjà bien. Non ?

Isabelle, comme je te comprends, comme je vous comprends, tous (l'équipe), mais pour nous c'est la même chose.

Vois-tu Isabelle, je suis éducateur (eh oui, j'ose le dire) dans un foyer de jeunes filles qui sont la plupart placées là, par le juge des enfants. Parmi ces filles, quelques unes sont vraiment chouettes, elles comprennent des tas de choses, elles cherchent à comprendre elles aussi, ce qu'est la vie, la justice, le travail. Mais les autres, oh là là, elles sont les purs produits du système, les filles des bons prolos et futures bonnes prolos également. Elles provoquent sans arrêt pour faire chier, pour dire les éducateurs se sont des cons, ils ne font que gueuler. Elles ne foutent rien à l'école, ne pensent qu'à bosser à 16 ans pour gagner du fric.

Comment leur faire comprendre et surtout comment rester non-violent devant tant d'agressivité, de conneries, de contraintes... Il y a des jours où le moral est bas. Oh bien sûr, supprimons les institutions, les éducateurs, les collectivité...

tés... mais voilà elles existent et il faut faire avec et essayer de changer cela. Je pense être bien placé puisque au coeur du problème. Je ne dis pas cela pour essayer de justifier mon salaire...

Pascal ●

Comment voyager prix Libé

Depuis un bon moment, j'entend parler de désobéissance civile et de prix libé. Je vais enfin virer ma cuti et en faire profiter un maximum de gens. J'ai travaillé pendant dix mois dans un péage sur une autoroute (au hasard... du Nord) et je m'en suis fait virer pour incorrection avec un bourgeois (sic) Après deux mois de chômage et de réflexion, je vous dégueule mon refluxement.

Un péage, c'est -raison officielle - rembourser les emprunts de construction d'une autoroute qui favorise l'expansion des régions et leur permettent une autonomie... véritable raison : faire payer les gens un droit de location de kilomètres pour une certaine durée.

Seulement là, tout le monde ne paie pas : 1 - Les actionnaires, PDG, ministres, SS, ministres, secrétaire de x, préfets, sous-préfets, députés, sénateurs, corps diplomatiques, flics, crevures... etc. 2 - Les cadres, ingénieurs, petits chefs, branleurs en cravatte paient mais se font rembourser par leurs entreprises respectives (ce qui vaut pas mal de corruption pour avoir davantage de tickets). 3 - Les autres, vous et moi, comme une facilité, paient : la désobéissance civile, cela existe, même sur les autoroutes.



Solution individuelle : dirigez-vous vers les voies automatiques, c'est-à-dire celles où on jette les pièces dans une corbeille. Arrivés devant la machine, vous faites semblant de lancer vos sous et d'une façon normale, vous hésitez à avancer car le feu reste au rouge, et grillez-le doucement et partez. S'il y a un mec qui flique sur les voies, allez le voir et demander des explications (jouez au con penaud).

Solution collective : même topo, arrivés devant la machine, vous jetez vos pièces dans la corbeille, mais il n'est pas interdit de jeter en même temps autre chose, par exemple des objets divers qui bloquent la machine ! Trognons de pommes, ordures diverses, cendrier, papier, canette, bouteilles vides etc, qui bloqueront la machine jusqu'à ce qu'un employé s'en aperçoive et la libère (environ 10 mn, 15 voitures sans payer). Poignée de gravillons, cailloux, pavés, mastic, élastique, mélasse, pétard, petits cocktails donneront une bonne demi-heure de repos et environ 30 à 40 véhicules

les sans paiement car il faut un changement de machine.

Une dizaine de copains prennent chacun une voie : chacun bloque sa machine, même procédé, si cela marche très bien et que toutes les machines sont définitivement bloquées : passage gratuit assuré pour tout le monde (mais il faut pour cela une toute petite organisation)



Pour finir deux remarques : l'application sur autoroutes à carte perforée est à rechercher (il existe toujours des moyens) Si un employé est présent lors de ce sabotage (sic) et si ce con relève (ou fait semblant) votre numéro, il y a une chance sur cent pour que le numéro arrive à la direction.

Et d'autre part, n'oubliez pas que les flics présents s'occupent obligatoirement de la sécurité routière et n'ont absolument rien à voir avec l'argent et les péages (et qu'ils s'en foutent généralement)

Bon courage

Une lectrice libérée ●

Ça chemine sous terre

Je suis vieille (bientôt 74) et fatiguée, et ne peux pas faire grand chose. Mais je ne peux pas lire ton papier «y en a marre», Isabelle, sans venir te dire que je suis avec toi ! Ah tellement !

Je t'envoie un petit chèque, je ne sais pas en quoi ça peut servir à quelque chose ??? Mais je ne peux pas ne rien faire qu'écrire quelques belles paroles creuses, je me sentirais trop mal dans ma peau. Et d'ailleurs un petit chèque, ça ne fait jamais de mal...

Mais écoute, Isabelle, ce n'est pas vrai que de répéter comme ça toujours la même chose ne serve à rien. Tu sais bien que ça chemine sous terre -évidemment pas très vite, d'accord - et pénètre peu à peu, peu à peu le terreau : les esprits.



Tu sais bien comment les idées font leur chemin. Un beau jour on est étonné de se rappeler que 10, 15 ans auparavant, on était une si petite minorité à «crier ça», qui désormais est général.

Tu sais bien aussi que, en tous cas, IL FAUT que la vérité soit hurlée, bon j'arrête : je commence à tomber

dans le panneau des belles phrases qui endorment la révolte, la saine révolte indispensable.

Je voulais simplement me serrer les coudes avec toi, te redire (ce que tu savais bien) que «j'en suis». Nous sommes une petite minorité, d'accord, mais c'est toujours une petite minorité qui est dans le vrai et qui apporte la lumière, et fait bouger la masse, la pâte. Je t'embrasse fort !

Germaine ●

Quelqu'un qui a peur

Je viens de lire dans le journal local un article intitulé : «une centrale entre Revin et Fumay». Après la centrale de Chooz, celle de Revin Fumay. Deux centrales dans un département. Distantes de 20 km. Dans un département dont le gouvernement ne s'est jamais occupé. Sauf quand ce gouvernement a besoin d'y cacher ses poubelles !



Pourtant rien de définitif encore. Les élus locaux n'ayant même pas été contactés. Seulement la sensation que, par l'intermédiaire de cette presse locale, les autorités commencent à leur campagne dite «d'utilité publique» qui est en fait une campagne d'accoutumance, de sensibilisation et d'intimidation.

Lecteur, de la GO, je regrette aujourd'hui de n'avoir été que lecteur. Et aujourd'hui je fais appel à tous. Rédacteurs, lecteurs, écologistes, antinucléaires... Afin qu'elle puisse nous donner les moyens d'organiser notre défense, de coordonner les différents comités d'action, de préparer une riposte et de lutter contre ce gouvernement qui recherche le profit au détriment de la vie.

Afin que les Ardennes ne ressemblent pas à la Hague, nous sommes prêts à passer par un deuxième Malville.

J'attends toutes les propositions antinucléaires...

Michel Leblanc
Rue A. France
08170 Fumay

Appréciations et commentaires

Ce mot rapide pour vous dire comment je «sens» les choses depuis vos deux derniers numéros. Tout d'abord, je n'ai pas le temps de tout lire, donc il peut m'échapper quelque chose d'important (ah, la concurrence du Monde !)

Parmi ce que j'ai pu lire, j'ai aimé l'introduction d'Yves Bruno Civel «A l'enseigne de la Gueule Ouverte». C'est clair et honnête. Je me suis

bien retrouvé dans le papier de Lambert : «la non-violence du doute». Il dit fort bien ce que je sens confusément, à savoir que essayer de vivre la non-violence n'est pas du tout sécurisant et c'est toujours à réinventer. Un peu plus difficile à lire son article «Le prix de la gratuité» et le provisoire; mais il touche là à quelque chose d'essentiel et Lambert reste notre tête la plus «profonde» (!) qu'il me pardonne l'adjectif peut-être parce qu'il a du recul par rapport à l'évènement ?



Je lis toujours avec intérêt les coups de gueule de notre cher Arthur, mais quand il frise l'injure, ça me gêne. Pas pour des raisons «morales», mais parce que c'est inutile (voilà que je me surprends en contradiction avec la gratuité...)

J'ai bien aimé le courrier de Jean Luc Halloin «Notre hebdo est-il non violent ?» (n° 227). C'est mon côté Arche que je retrouve dans sa lettre.

Quant à la non-violence reichienne, je ne la connais pas assez pour en parler. Il y a certainement quelque chose à piocher dans l'«épanouissement», mais faut-il oublier que certains «sacrifices» font



également partie de l'épanouissement ? Par exemple le jeûne ou grève de la faim que se préparent à entreprendre quelques paysans du Larzac me semblent relever plus de l'épanouissement que d'un quelconque masochisme.

Jean Pierre Lanvin ●

Au pied du mur

Jean Cadiot, éleveur, en grève de la faim pour dénoncer les pratiques du Crédit Agricole qui mènent nombre d'exploitants à la dépendance ou à la ruine.

Jean Carrère, ouvrier, en grève de la faim pour protester contre la politique de dégradation que mène la direction bisontine de Rhône-Poulenc-Textiles qui, pour éviter des licenciements massifs lors de la fermeture de l'usine (prévue pour 1980), écœure le personnel (dégradation des conditions de travail, mutations, etc) pour que le maximum de démissions viennent «dégraisser» un effectif trop important.

Quatre membres de l'équipe de la Gueule Ouverte, en grève de la faim pour forcer les médias, si prolixes sur le retour d'Empain ou les absences de Médecin, à parler enfin de la situation, toujours révoltante, parfois dramatique, faite à des insoumis placés devant l'unique choix entre de nombreux mois de prison et une grève de la faim mutilante.

Et toujours, des taulards qui pour seule arme, face à une administration aussi bête qu'arbitraire, n'ont qu'une grève de la faim souvent suicidaire.

Les institutions se renforcent. Et, en se renforçant, elles se rigidifient, se blindent. Elles excluent le dialogue, la possibilité de devenir, parfois, «humaines», «sociales».

Rien d'étonnant à ce que les exclus, ceux «du-dehors», qui, paradoxalement, sont ceux qui font marcher ces monstres froids en consommant leurs produits, soient parfois acculés à cette solution extrême que constitue une grève de la faim.

Mais que l'on ne se méprenne pas. Rien de

Pas d'accord ! La grève de la faim n'est pas une arme avec laquelle on rigole. La faim ne fait jamais grève. Deux milliards de terriens le savent, parce qu'ils en crèvent. La grève de la faim est un chantage: ma vie contre la justice, ou la liberté. Quelle justice ? Et quelle liberté ?

On ne devrait pas badiner avec ce moyen masochiste d'auto-destruction qui suppose qu'en face, on respecte la vie. Ce qui n'est pas le cas (voir

désespéré, de suicidaire, dans une telle attitude. Pour peu qu'elle s'inscrive dans un réseau de solidarités qui seul peut lui donner une dimension collective (ou sociale) et politique. Peu importe finalement les motivations personnelles qui conduisent un individu à choisir, parmi d'autres, cette forme de refus et de dénonciation. Ce qui compte, et ce sur quoi doit être mis le phare de la critique et de l'action, c'est l'objet de la dénonciation. C'est à dire les pratiques d'institutions qui nous agressent, un jour ou l'autre, de telle manière que la résignation et la soumission ne soient plus possibles (et c'est à ce seul niveau qu'interviennent directement les motivations personnelles). Des pratiques qui, de plus en plus, ne sont pas des faits isolés ou des «bavures», mais bien au contraire la concrétisation d'une politique de restructuration (par exemple pour le Crédit Agricole et Rhône-Poulenc) ou de présentation unilatérale d'une réalité sociale que l'on veut, pour raison d'efficacité, gommer (tel est le cas des médias).

Quand le mur de silence et de mépris devient si épais que rien ne peut plus passer, quand l'on ne peut même plus parler de rapport de forces, toutes les armes étant du même côté, le choix est singulièrement simple entre la résignation et une réaction brutale, qui prend aujourd'hui la forme de grèves de la faim, même si ce choix n'est pas facile à vivre.

C'est ce, qu'entre autres, Jean Cadiot nous a longuement expliqué. C'est ce que nous vivons, parfois mal, au sein de l'équipe d'un journal qui ne peut plus se contenter d'informer.

Marc Thivolle ●

Holger Meins et tant d'autres qui en sont morts).

Je ne peux être d'accord avec un éditorial qui ne prend aucune distance avec la grève de la faim. Lecteurs, ne faites pas de grève de la faim ! Vivez ! Bouffez à vous faire péter la sous-ventrière ! Ne vous mutiliez pas ! Le système n'attend que ça. On ne «change pas la vie» avec un cerveau à moitié bouffé par une carence en protéines.

Arthur ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél: (85) 28 17 21
Télex: ECCPOLE801630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 75F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, le bourg 71800 St Laurent en Brionnais.

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse (pour ces derniers, joindre la dernière bande d'envoi et 2,40 F en timbres).

Sommaire

EDF attaque la Bretagne	p.4
Les radios libres	p.7
Le jour du soleil	p.8
Le retour des Jacqueries	pp.9 à 13
L'école à vide	p.14
Autonomie à l'africaine	p.16
Nouveau journalisme	p.19

E.D.F attaque la Bretagne

**Appuyée par les élus locaux (RPR et giscardiens),
EDF propose une centrale nucléaire à Plogoff, à la pointe du Raz.
Mais les Bretons (y compris le P.C. !)
n'en veulent pas**

BREST, il est quinze heures. La place de la Liberté s'emplit peu à peu. Aux visages traditionnels des écolos barbus et des jeunes grimés de mort s'ajoutent ceux des agriculteurs venus avec leurs tracteurs décorés comme à la parade. Des cars, amenant les populations des sites menacés, descendent des petites dames bien proprettes. Les conversations ont le ton des mondanités dominicales. Sur les marches de la mairie, les élus locaux et les ténors de la gauche bretonne réunis se concertent.

La manif entame son tour de ville et s'étire paresseusement. Il fait chaud et la colère est comme contenue. Brest, aux heures noires du printemps dernier, s'agitait d'une houle plus féroce. L'Amoco-Cadiz venait de s'échouer. « En 14 chair à canons, en 78 chair à neutrons » indique un calicot. Là plus qu'ailleurs, on sait ce qu'exploitation veut dire.

La manifestation unitaire du 23 septembre, dont l'objet était de démontrer au Conseil régional que la Bretagne ne veut pas du nucléaire, n'a réuni que dix mille personnes. Demi-succès sans doute pour un pays victime d'une récente agression aux hydrocarbures. Le pétrole a ça de bon : il est gluant et palpable, noir et puant, on peut le désigner. Le nucléaire, lui, est incolore,

inodore et sans saveur. Difficile de le montrer du doigt, même si l'on sent confusément que l'Ankou* rôde par là.

politique, politique...

Plus pour s'aligner que par conviction, la C.G.T. défilait expliquant avec tracts que son refus de l'implantation d'une centrale à Plogoff ne devait pas être interprété comme une condamnation sans appel de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'Union Démocratique Bretonne, quant à elle, faisait une rentrée remarquée dans le camp des anti-nucléaires. Aurait-elle senti enfin souffler le vent de l'Histoire ou tenterait-elle de se relever d'échecs électoraux cuisants ? Pauvre UDB ! Coincée entre une idéologie du progrès industriel pour la Bretagne et un nucléaire dont les Bretons ne veulent pas, nous ne lui ferons pas le procès, PC et PS obligent, d'être seulement opposée à la politique nucléaire

du pouvoir. Ici, bien que la manif n'ait remporté qu'un succès modeste, la gauche se marginaliserait en ne prenant pas position contre. Tout bien pesé, ce n'est pas un mal, car ce qui est dit un jour reste dans les têtes, et l'on pardonnerait mal à un élu de gauche d'avoir été contre dans l'opposition et pour au pouvoir. Preuve en est Guerneur, député RPR de Douarnenez. Il a laissé croire qu'il n'y aurait pas de centrale à Plogoff. Pour cela il avait même fait venir Jarrot, ministre de la Qualité de la Vie qui, en 1974, tout pétri de ses nouvelles fonctions écologiques, avait déclaré : « Si vous n'en voulez pas, je la remet dans ma culotte » - ou à peu près. Habilement, Guerneur désamorçait la contestation. « Notre bon député l'empêchera » disait-on au pays. Mais il annonçait in fine son avis favorable à l'implantation. Il a trahi et la colère gronde. A Plogoff, entre le vote du Comité Économique et Social, qui a choisi ce site par 28 voix contre 13 (5 refus et une abstention), et le vote du 26 septembre des conseillers régionaux dont nous ne connaissons pas encore la

décision, les langues vont bon train. De toute façon, « ça bardera », et le Finistère compte bien sur sa célébrité de bout du monde pour ne pas se laisser envahir par la peste atomique. M. Becam, RPR, maire de Quimper, ex Monsieur Marée noire, a donné le ton : « Il n'est pas question de revenir sur les choix faits en 1975 par les élus locaux estimant nécessaire pour le développement économique de la Bretagne l'implantation d'une centrale nucléaire. » Il ajoute finement qu'« on ne peut vouloir à la fois obtenir les conditions du développement économique et en refuser les contraintes ». Les conseillers régionaux auront la conscience tranquille. Sous la houlette de Raymond Marcellin, leur nouveau président, ils émettront un avis qui ne sera qu'un élément dans la décision. En attendant, cette bande d'irresponsables continue de donner sa caution à une institution régionale qui n'a d'autres pouvoirs que de conforter le Pouvoir.

des dossiers truqués

Selon le "Canard de Nantes à Brest"**, qui accomplit un excellent travail d'information sur les cinq départements bretons, les documents et les dossiers qui ont été fournis au CES et au CR ont été coupés et truqués. Truqués, le mot est cru. Disons qu'ils font le bilan positif de l'installation d'une centrale, oubliant incidemment le bilan négatif et utilisent comme bon



Photo GO/Y.B.-Civel



Photo GO/Y.B.-Civel

Le train du far-west

Au nom de la rentabilité, le «Quimper-Toulouse» ne s'arrêtera plus dans les petites gares bretonnes

La Bretagne est décidément un drôle de pays. Non content de se trouver au bout du monde et d'avoir une économie chancelante, son kilomètre de voie ferrée mesure vingt-cinq mètres de plus qu'en métropole. Son kilomètre tarifaire, bien entendu. Ce n'est qu'une brimade de plus.

La SNCF qui depuis 1972 a pour mission de se rentabiliser, a décidé de restructurer le réseau ferroviaire breton. En fait de restructuration, elle se contente d'entretenir les lignes et n'engage plus aucun travaux de rénovation. Les voies se détériorent et les trains sont obligés de ralentir pour d'évidentes raisons de sécurité. Arguant de minutes perdues, la SNCF en profite pour supprimer des arrêts. Ainsi au 1^{er} octobre le Quimper-Toulouse ne s'arrêtera plus à Rosporden, Quimperlé, Hennebont et Questembert. Sur ce trajet il gagnera onze minutes en faisant perdre aux usagers de la ligne jusqu'à une heure et demi dans les attentes et les correspondances malcommodes. Le train, qu'on se le dise, « n'est pas fait pour faire du cabotage » dit le directeur de la région de Rennes. Mais quand on ouvre le futur indicateur officiel, on s'aperçoit que le train arrivera toujours à la même heure à son ter-

minus. Les convois de marchandises ne s'arrêtent plus dans la Bretagne désertée. Le train de marée de Concarneau a été supprimé. Place à la route et aux transporteurs privés ! La SNCF laisse tomber une région peu industrialisée et fait miroiter un projet de TGV Atlantique pour transporter les hommes d'affaires. Pour quelles affaires ? S'insurgeant contre la détérioration du service public SNCF et son démantèlement, les comités de défense des dessertes ferroviaires de Quimperlé et de Rosporden ont empêché samedi dernier pendant onze minutes le train Quimper - Toulouse de repartir. Les élus de gauche qui n'en sont pas à leur première attaque de diligence entendent bien conserver leur train. Pour eux, l'opération est claire, en supprimant un des moyens de communication les plus efficaces, on cherche une fois de plus à faire crever la Bretagne.

Quand le dernier voyageur aura emprunté le dernier train, sans doute électrifiera-t-on la ligne pour transporter discrètement les fûts radioactifs des centrales nucléaires bretonnes...

Y.-B. C.

Comité de défense de la desserte ferroviaire de Quimperlé, Mairie, 29 130.

leur semble les travaux du CNEXO pour présenter un rapport de synthèse, sorte de version épurée à l'usage des gentils conseillers, et rédigée de surcroît par le professeur Péres dont la compétence reconnue n'a d'égal que l'appartenance au Conseil consultatif d'EDF !

A l'heure où vous lirez ces lignes, le site de Plogoff sera probablement retenu. EDF a décidé, sur hypothèse de laboratoire, que la tache thermique laissée par les rejets de la centrale serait plus réduite à Plogoff qu'ailleurs. En conséquence, les scientifiques chargés des études ont été priés d'étudier uniquement les effets écologiques à l'endroit de ladite tache. Plogoff part gagnant. On a donné des dés pipés aux conseillers régionaux.

A Brest les manifestants, après un périple citadin, rejoignent la place de la Liberté. Dans le silence, une voix climatisée aux accents radiophoniques égrène les consignes dérisoires du plan Orsec-Rad. Sachant que ceux qui ne seront pas touchés mortellement par les radiations mettront leur répit à profit pour consommer des victuailles contaminées, la foule entière se couche sur la place. Au loin un curé anti-nucléaire sonne le glas. On s'est inspiré des techniques du dead-in américain. Ici on dit : «maromig», mais c'est toujours aussi impressionnant.

Après la dislocation, ceux que ne satisfaisait pas cette symbolique représentation de la mort, ont tenté plus sportivement l'affrontement avec les

forces de l'ordre. C'est désormais une tradition, il faut, pour chasser le démon, l'exorciser sur fond de casques noirs et de fumées chlorées. Oserais-je dire, au-delà de mon désaccord tactique, ma solidarité avec ceux qui luttent à coups de cailloux ? Les flics de Brest ont la détente facile, il y a encore eu des visages ensanglantés. Jouant à fond la carte de la provocation les CRS ont incendié un appartement et enfumé un immeuble. Eux s'amusent, ceux d'en face officient.

Un jour, à Plogoff, le combat remplacera le rite.

Yves-Bruno Civel

* Ankou : le diable en Bretagne.

** Le Canard de Nantes à Brest, hebdomadaire de la Bretagne, 32 rue du Grand Trotrieux, 22000 Guingamp.

Comité de défense de Plogoff, c/o Clet Kerloc'h, bourg, 29 151 Plogoff.

GFA c/o Mme Le Gal, Landrer, 29 151 Plogoff.

Evid buhez ar c'hab, Association pour la défense du cap Sizun, c/o Jean Moalic, Moulin Kerlaouenan, Mahalon, 29 122 Pont-Croix.



Photo GO/Y.B.-Civel



Photo GO/Y.B.-Civel



QUARANTE ANS PLUS TARD...



petit-violet
6

La croisée des mots

On parle beaucoup moins qu'auparavant, semble-t-il, des luttes de classes. On avait trop parlé, sans doute et pour ne rien dire ! Le P.C. évite désormais l'expression, pour ne pas risquer d'offenser l'électeur. Certains poussent le zèle jusqu'à contester qu'il existe même des classes sociales...

Je ne vais pas me battre, rassurez-vous, pour remettre en honneur ce qui n'était qu'une phraséologie. Il y avait les luttes de classes, voilà : de quel côté est-ce que vous étiez ? Pour les petits ou pour les gros ? Pour les petits, fallait aller jusqu'au bout : la carte c'était tant et la réunion de cellule tel jour. Ou alors vous n'étiez qu'un sale réac ou vendu aux deux cents familles. Le manichéisme politique fonctionnait à plein tube. Lutte des classes, faites vos jeux ! Rouge ou blanc ?...

Impossible de discuter. Mais aujourd'hui, en retirant peu à peu le mot de la circulation, on ne discute plus du tout. Mieux : on évite définitivement de s'interroger sur ce que l'idéologie de la lutte des classes essayait de censurer.

Lutte des classes correspondait en effet à une perception directe de la société et suffisait largement à l'exercice autonome du bon sens de n'importe quel citoyen. Vous ne pouvez pas avoir été sans remarquer au moins une fois dans votre vie qu'il y avait des supérieurs et des inférieurs et que les plus élevés dans la hiérarchie s'arrangent toujours pour empêcher ceux qui sont plus bas de les rejoindre : les barrages et les carottes sont faites pour ça. La rhétorique marxiste interdisait cependant d'aller au-delà : de chercher pourquoi, pour quoi les classes sociales luttaient entre elles. Tabou. Impossible d'introduire l'idée que pour qu'il y ait lutte il faut qu'il y ait complicité entre les joueurs, à la fois sur l'enjeu de la lutte et les moyens de gagner. Impossible de montrer qu'on ne « dépasserait » pas les luttes de classes par la victoire du prolétariat tant que celui-ci, ou la société dans son ensemble, ne viserait pas à abolir ou tout ou moins à contrôler ce qu'on appelle gagner ou perdre, les représentations qui font les gagnants et les perdants, les méritants et les paresseux, l'ordre de la morale et du travail...

Se heurter à un mur, ça va une fois, dix fois. Après, on abandonne. Ou on cherche un détour. Essayons donc de prendre les choses autrement. Faisons même, pour voir, l'économie des « classes ». Demandons-nous bêtement pourquoi il y a lutte.

Lutte

1. Le mot enjolive indifféremment toutes les proses et figure donc en bonne place sur notre liste bleue (1). Il permet à n'importe quel mouton parfaitement imbriqué dans son troupeau de s'imaginer un lion. L'appel à la lutte et le compte-rendu des luttes des autres gratifiant automatiquement le lutteur dans lequel chacun aime à se reconnaître, même s'il n'est qu'un citoyen passif, la démagogie journalistique et politique en place autant qu'elle peut, surtout à gauche. Camarades, encore un effort ! (le dernier : cf lutte finale). Oui nous avons des problèmes, mais nous lutterons ensemble... (A noter comme on se méfie des luttes solitaires il faut qu'elles aient valeur d'exemple).

Quel que soit le camp, la lutte qu'il mène est juste. Les salauds ne luttent pas : ils écrasent les faibles, nuance. Le seul fait de lutter ou d'avoir lutté sanctifie l'homme. Les anciens se complaisent : « Nous avons tant lutté... » Ils en ont bavé pour des conneries, c'est évident, mais allez oser le leur dire... ? Nos luttes à nous, de toutes façons, c'est forcément autre chose !

Chaque génération surenchérit ainsi sur les luttes des précédentes comme pour prouver qu'elle a encore plus de valeur, en

entreprenant des luttes encore plus titanesques, encore plus désespérées.

Peut-on remettre en question la mystique de la lutte en tant que telle ? Ce n'est jamais le moment, mais toujours celui de lutter. On vous raconte que votre époque est malade. Et on vous le prouve, ce qui est facile. Si ça continue comme ça... Quand une maladie se déclare, est-ce qu'on ne lutte pas pour la guérir ? Suivent les prescriptions... Et si la maladie c'était de lutter - et d'abord de présenter toute chose en terme de maladie ? Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer une autre pratique que cette thérapeutique de masse qui nous fouette toujours vers de nouvelles luttes ? En commençant par observer qu'elle nous fait dépendre de ceux qui nous mènent et de l'idée qu'ils se font du bonheur, exactement comme le malade dépend de la médecine et des fantasmes de santé qu'elle cultive ?

Pente glissante... Comment est-ce qu'on y arriverait, si on ne luttait pas, dites un peu ? Vive la lutte, donc ! Finale ou pas, chacun en redemande, et plus les choix offerts sont limités et pathétiques, plus on est ravi. On sait où on va, où sont les bons et les méchants, ce qu'il faut faire. On peut surveiller les autres et pousser les paresseux en toute bonne conscience. On a l'Histoire pour soi. La passivité, l'hésitation, manquer d'espérance, voilà qui vous dégrade définitivement un homme, dit la sagesse, qui, elle, se barde de galons...

2. Passons sur l'aspect moral et littéraire - et la propension au lyrisme : la lutte apparaît avant tout comme un système. On pourrait même parler de paranoïa collective. Tout peut en effet s'interpréter en termes de lutte. Pour nous en tenir aux phénomènes de la vie : la marche est une succession de chutes évitées, la station droite, conquête des hominiens, est une victoire sur la pesanteur, chaque organisme doit se défendre contre l'assaut des microbes et les dérèglements physico-chimiques... Bref, il faut lutter pour vivre. Parti-pris commode. Car rien ne prouve qu'il y ait réellement lutte.

Nous sommes tellement imprégnés par le système de la lutte qu'une description du monde qui ne ferait pas la part belle à des affrontements de forces nous laisserait frustrés ou incrédules. La politique et l'information savent ça. Voyez aussi comment la science sert une entreprise à grands spectacles ou pullulent les agresseurs et les catastrophes, les mutations brusques et les mécanismes de réparation, de compensation, d'attaque. Comment on utilise le mythe de la nature pour établir la finalité de la lutte. La « loi » de la sélection naturelle, par exemple, n'est de toute évidence, qu'une projection anthropomorphe bien faite pour justifier la sélection sociale, mais qui oserait la contester ? Même dans les milieux touchés par l'écologie et la non-violence, on a besoin de se persuader, comme ailleurs, que ce sont « les meilleurs » qui l'emportent...

En fait le système de la lutte, comme le système de la nature, son jumeau (2), ne doit pas sa lumineuse évidence à son enracinement dans la logique qui fonde toute la pensée occidentale, celle du principe d'identité. A=A. Selon cette équation superbe, tout être étant ce qu'il est et ne pouvant être autre chose que ce qu'il est, il n'y a que deux solutions : son abolition pure et simple, ou son maintien dans son être. On est automatiquement projeté dans un univers de forces menaçantes et qu'il vaut mieux mettre de son côté (les politiciens, les savants, techniciens et profs, vous diront comment). Rien

n'existe plus que par opposition, sinon pour s'opposer. Car il ne suffit pas d'être : c'est un donné toujours menacé. Il faut affirmer ce qu'on est, l'être mieux, de mieux en mieux, le faire durer. D'où effort, auto-contrôle, surveillance réciproque et insécurité grandissante, mécanisation de chacun dans des luttes où vous croyez vous conduire en personne responsable et où vous ne faites qu'apporter votre clientèle.

Pour faire l'économie du système de la lutte, il faudrait donc faire au préalable celle du principe d'identité. Aller jusqu'à contester que nous ayons une identité quelconque, en finir avec la manie des identifications : des classements, du « moi », du « nous ». Après la non-violence, ce serait la non-lutte... Toutes les formes connues de militantisme se trouveraient alors mises en question. Mais sommes nous capables de penser les choses, les personnes, les groupes sociaux auxquels nous appartenons, et nous-mêmes, autrement qu'en les affirmant comme étant ? Autrement qu'en les posant pour ce qu'ils sont - pour mieux les opposer ensuite ? Imaginez un peu les non-violents, qui sont pourtant les plus avancés dans ces sortes de recherches, poussant leur réflexion et leur pratique jusqu'à la non-lutte : il leur faudrait déjà se saborder en tant que non-violents ! Et puis c'est tellement plus glorieux de s'affirmer au combat...

3. Dans ce que nous appelons lutte des classes, les perspectives sont continuellement inversées. Nous focalisons notre attention sur les luttes ou pensons qu'en abolissant les classes nous aurons la paix sociale. Mais si la lutte demeure, si nous continuons de vouloir être, de nous valoriser par des actes et des possessions, de rivaliser dans le plus et dans le mieux, nous rétablissons forcément les classes. Il n'y a de concurrents que parce qu'il y a concours. Pour qu'il n'y ait plus de concurrents, il n'y a qu'une solution : qu'ils s'entendent pour ne plus concourir. Cf. gratuité...

Les luttes de classe ? Elles existent ! Mais pourquoi nous sommes-nous interdit, jusqu'à présent, de voir que c'est la lutte qui crée les classes - et qui engendre l'Etat comme organisateur suprême et arbitre de leurs oppositions ? Peut-être parce qu'il ne fallait pas scier la branche sur laquelle on était assis : en opposant les classes, on partait à la conquête de l'Etat... Si cette conquête là ne vous tente vraiment plus, alors il n'y a qu'une solution : c'est de lutter contre tout ce qui institue la lutte, - le salariat, la promotion sociale, la prolifération des signes de supériorité, la quête délirante d'une sécurité acquise une fois pour toutes. Et contre votre propre lutte, qui tourne forcément à l'institution pour peu qu'elle se pense comme lutte...

Lambert ●

(1) Cf G.O.-C.N.V. n° 208 (3 mai 78)
(2) A noter comment « nature » et « lutte » se renforcent réciproquement. Comment on passe de la lutte-pour-la-vie, loi « naturelle », en vie-pour-la-lutte, loi morale avec ses accents d'inévitable. Comme elles introduisent toutes deux l'idée d'une finalité dans l'univers, etc. Je reviendrai prochainement sur le mythe de la Nature. Car y a-t-il une « nature » ? Celle-ci est-elle autre chose qu'un fantasme de cohérence... ?

Le brouillage se lève sur les ondes

Les radios libres survivront-elles à la loi Lecat ?
Sans doute : elles le prouvent déjà sur les ondes.
Et ne désespèrent toujours pas de pouvoir un jour
émettre en toute légalité.



Photo GO/Cédric

A l'extrême-gauche Antoine Lefebvre (Interférences), au centre, Charles Hernu, maire P.S. de Villeurbanne et à l'extrême-droite, François Chassaing, avocat de Radio Fil Bleu

SURPRISE : les quelques vingt radios libres réunies à Villeurbanne ce dimanche 17 septembre, ne sont pas de vagues projets fumeux, mais de « vraies » radios. Il leur arrive même d'émettre, c'est dire ! Et après la promulgation de la loi dite Lecat du 28 juillet 78, qui promet aux pirates des ondes de lourdes amendes, voire jusqu'à un an de prison, ce n'est au fond pas si mal.

Mais si ces radios libres ont pris la peine de se réunir, ce n'est pas seulement pour se congratuler mutuellement d'être encore vivantes. Le vote de la loi répressive ne les a pas découragées d'obtenir un jour

une certaine libération légale des ondes. Faut-il pour cela espérer que le parlement revienne sur ces pas, ou se contredise du jour au lendemain ? Il paraît que non. Complétant une loi répressive jusque là inapplicable, le parlement s'est réservé la possibilité de voter demain une autre loi, organisant des dérogations au monopole de l'État sur les ondes. De bonne ou de mauvaise foi, certes... mais c'est du moins ce qui ressortait des explications de vote du gouvernement.

Par ailleurs, un argument juridique puissant existe encore contre la loi Lecat : la non conformité avec la Convention Européenne

des Droits de l'Homme du principe même d'un monopole d'État sur les ondes (cf. GO-CNV N° 214 du 14 juin 78). Le Conseil Constitutionnel vient bien de juger irrecevable le recours du PS contre la loi Lecat, mais seulement parce qu'il s'estime incompétent pour juger de la conformité d'une loi française avec une convention internationale. Le débat juridique n'est donc pas encore tranché sur le fond, ce que doit faire maintenant la Cour de cassation, dont l'arrêt dans l'affaire de Radio Fil Bleu (Montpellier) peut intervenir à tout moment. Il sera définitif... Le sort du monopole radio est donc pour l'instant entre les mains de la Cour de cassation, et s'il serait hasardeux de risquer un quelconque pronostic, une heureuse surprise - d'ailleurs bien fondée en droit - n'est pas à exclure avec ces juges en fin de carrière et qui n'ont d'autres censeurs qu'eux-mêmes. Qu'on se souvienne de l'historique non-lieu du juge Pinseau dans l'affaire des micros du « Canard », récemment cassé...

Mais revenons à cette hypothétique loi « organisant » la liberté des ondes. La plupart des radios libres sont d'accord sur un projet, dont les éléments essentiels sont la limitation de la puissance des émetteurs et du temps de publicité à l'antenne (de 3 à 5 minutes par heure). Pour que les radios restent locales et pas (trop) commerciales.

PC et PS étaient encore d'accord voici peu, pour que toute pub soit interdite sur les radios locales. Ce qui, aux yeux de l'Association pour la Libération des Ondes et de Consensus Liberté Radio (aujourd'hui regroupés sous l'unique vocable « ALO »), les contraignait à devenir en fait des radios municipales. Charles Hernu, maire socialiste de Villeurbanne (et par ailleurs fidèle tête de Turc de nos rubriques antimilitariste et anti-nucléaire), est venu tout fier à la réunion des radios libres annoncer que la veille même, le Parti socialiste réuni en Comité Directeur renonçait au « monopole municipal » sur les ondes, et admettait lui aussi quelques minutes de publicité sur les radios libres. Le PS pourrait donc déposer prochainement un projet de loi ressemblant fort à celui de l'ALO - dont on imagine la satisfaction. Ces futures radios locales et indépendantes « bénéficiant » éventuellement des ressources d'une publicité limitée, et de subventions municipales ou régionales, reste quand même à savoir *qui*, en définitive, les jugera conformes ou non à un cahier des charges, et les autorisera à émettre...

Reste aussi que ce projet de loi ne fait pas l'unanimité complète parmi les radios libres. Quelques écologistes irréductibles ne se sentent en effet guère motivés par une lutte pour l'ouverture de nouveaux espaces publicitaires, ce qui, som-

me toute, se conçoit. La publicité est-elle indispensable à la vie des radios libres ? Antoine Lefebvre, journaliste à *Libération* et *Interférences*, François Chassaing, avocat des giscardiens de Fil Bleu, se retrouvent d'accord pour l'admettre. Non, réplique Radio Verte Fessenheim, forte de son expérience. Car la radio libre la plus régulière, la plus écoutée et la plus populaire se passe de toute pub. Et couvre hebdomadairement près de 6000 km²... avec une dizaine de petits émetteurs (un seul dépasse la dizaine de watts). Formule du pauvre, formule aussi qui rend plus difficile le brouillage et la saisie du matériel, formule enfin qui permet à chaque coin de cette région d'Alsace, d'ajouter à l'émission trilingue commune des émissions plus locales encore.

Ce succès de RVF laisse rêveur, et le débat sur ce que peut ou doit être une radio libre est loin d'être clos. En attendant, la lutte pour la libération des ondes continue comme elle a commencé : dans la désobéissance civile. Et c'est encore par la désobéissance qu'elle pourrait recevoir un secours inespéré : les syndicats de TDF en effet, envisageraient de ne plus se plier aux ordres de brouillage...

Un article, au fond, c'est comme un bon repas : faut toujours laisser le meilleur pour la fin.

Cédric ●

Huitième jour de chantage

Le jeûne à densité variable et de durée non délimitée de quatre d'entre nous se poursuit.
Son but : obtenir une campagne d'information sur l'insoumission.

Quatre membres de l'équipe de la *Gueule Ouverte* dont moi-même entreprenons le mercredi 20 septembre une grève de la faim dont le but est d'attirer l'attention des journalistes sur les problèmes de l'insoumission. Cette initiative a été relevée de quelques entrefilets.

Nous n'approuvons pas la grève de la faim en tant que moyen: cette mutilation volontaire est devenue un mauvais spectacle qui n'intéresse plus personne. Nous ne prenons aucun plaisir à faire nous-mêmes une grève de la faim: nous sommes

quatre bonnes mangeuses que les régimes n'attirent pas. Nous ne sommes pas des dames d'oeuvre de la grève de la faim: nous l'avons entreprise dans la rigolade, nous l'arrêterons avant de nous rendre trop malades. Foin du sacrifice.

C'est pour toutes ces raisons, qui font à nos yeux de la grève de la faim une pratique dérisoire, que nous n'acceptons pas d'être, par notre silence, les complices du rituel qui est en train de se mettre en place pour les insoumis. Considérés comme des irresponsables à qui on refuse le droit à une opinion, on les

met en prison comme des malfaiteurs. Aussitôt, presque tous refusent de se nourrir. Cela peut durer 30, 40, 60 jours... jusqu'au coma, à la raideur des membres, au danger mortel. Là, et là seulement, la société, considérant sans doute qu'ils se sont acquités du droit de péage, les remet en liberté. Ce rituel, devenu ordinaire, accepté de part et d'autre, me paraît d'une barbarie monstrueuse.

Si notre grève de la faim vous irrite (nous l'avons présentée comme un chantage, c'est ce qu'elle est toujours pour ceux qui s'y livrent),

vous dérange, vous peine ou vous fait rire... réagissez donc de la même manière envers les nombreuses et graves grèves de la faim des insoumis et harcelez vos journaux, radios, pour qu'ils en parlent. C'est l'information qui manque le plus: les gendarmes venus arrêter Thierry Colombier ignoraient qu'il risquait deux ans de prison!... L'opinion, le plus souvent ignore même ce que signifie insoumission. Votre campagne de lettres auprès de la presse peut déclencher quelque chose.

Isabelle Cabut ●

P.S. : Thierry n'est plus en prison, mais à l'hôpital psychiatrique de Nancy. On parle de liberté imminente: Par contre, les nouvelles de Tondeur, enfin à l'hôpital, ne sont pas bonnes. Yann Maufret, ex-compagnon de cellule de Mandrin, se bagarre tout seul, sans comité de soutien.

C'était marqué sur le journal

« PLUS DE PÉTROLE, PLUS DE VOITURES. »

... TELLE SEMBLE ÊTRE DÉSORMAIS LA POLITIQUE DU SYNDICAT DES HÉRISONS

UNE DÉLÉGATION INTERNATIONALE DE CES PETITS ANIMAUX A ENTREPRIS UNE VASTE TOURNÉE DE PROPAGANDE DANS LES PRINCIPAUX PAYS DU MOYEN-ORIENT



Dessin extrait de la hulotte

UN lecteur nous adresse un extrait de la gazette nucléocrate dite « l'Agence économique et financière » qui n'est pas autre chose qu'un collier de perles en la matière. La plus anti-nucléaire de nos revues n'oserait pas imprimer ça : Tandis que cette résistance se renforce, on assiste à une croissance constante du volume des déchets : matériaux extrêmement radioactifs, produits par la fabrication d'armements, combustibles irradiés des centrales, vêtements contaminés des ouvriers et des techniciens. Quelques 9,4 millions de pieds-cubes de tels déchets sont entreposés dans les citernes en Idaho, Caroline du Sud et dans l'Etat de Washington.

Selon les statistiques officielles, il est produit actuellement, rien qu'aux États-Unis, suffisamment de déchets radioactifs en une année pour contaminer moriellement toute la population mondiale. La question, comme le dit M. Udall, député démocrate de l'Arizona, n'est plus de savoir si nous aurons ou non des déchets, voici trente ans que nous avons décidé d'en avoir.

Entre autres solutions, les scientifiques préconisent l'enfouissement des déchets dans le sous-sol, soit dans d'anciennes mines de sel, soit dans des carrières; pour les américains, le terrain de prédilection serait le Nouveau-Mexique : les grottes de Carlsbad ont été retenues,

dit encore « l'Agence économique et financière » et les autorités sont d'accord pour tenter l'expérience. Mais déjà l'inquiétude de la population locale se serait manifestée.

Autonomie paysanne

Les paysans polonais viennent de rejeter les modalités de la loi qui leur accorde la retraite, révèle Le Monde du 22 septembre. La chose peut paraître surprenante, d'autant plus que le gouvernement paraît tout à fait bien intentionné vis-à-vis de cette catégorie de la population qui semble abriter un véritable repaire de dissidence. Par deux fois en effet, des délégations de paysans de régions proches de Varsovie se sont rendues à la Diète pour déposer une motion refusant ce que partout ailleurs on considérerait comme un avantage social : la retraite à 65 pour les hommes, 60 ans pour les femmes. Près d'un million sur les quatre millions de paysans sont concernés. Or 15000 d'entre eux seulement ont formulé une demande de retraite. « Le gouvernement (...) a laissé apparaître un peu trop clairement dans les dispositions de la loi qu'au-delà d'un objectif social il cherchait à limiter l'importance du secteur privé et pis encore, aux yeux des intéressés, à lier les paysans de façon plus étroite à l'Etat. »

Il semblerait donc que le monde rural résiste à la fonctionnarisation, ce qui ne manquerait pas de se produire puisque le montant de la retraite en question serait calculé en fonction de la valeur annuelle moyenne des produits agricoles vendus à l'Etat au cours des cinq années précédant la remise d'une ferme à un successeur ou à la collectivité.

Comme quoi il existe des gens qui préfèrent encore prendre les risques de l'autonomie plutôt que de se lier à l'insécurité, même au nom de la sécurité

sociale. A méditer pour les tenants des slogans cégétistes.

Faits de société

La presse a évoqué à plusieurs reprises cette semaine ce jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre qui a accordé 15000 F de dommages et intérêts au mari d'une femme rendue impropre au service conjugal à la suite d'un accident de voiture.

Dans son billet du Monde du 22, Bernard Chapuis conclut : « On aurait pu penser à première vue que dans cette affaire il eût été logique d'indemniser l'épouse et non le mari ; mais il faut croire que dans l'état actuel de nos mœurs juridiques, les rapports entre mari et femme relèvent de la jurisprudence sur les accidents de la circulation, qui prévoit qu'on n'indemnise pas le véhicule mais le propriétaire. Ce qui n'empêche pas qu'en matière de tact, les juges de Nanterre sont de véritables chauffards. »

Qu'on en juge plutôt d'après un extrait des minutes du jugement : « La vive douleur ressentie par la femme avait contraint les époux à espacer leurs relations, dont le mari ne pouvait plus tirer que de maigres satisfactions... »

Doléances des nuisibles

Rédigée secrètement au fond des bois, sous la dictée des condamnés à mort eux-mêmes, La Hulotte est un des rares journaux animaliers qui ne soit ni larmoyant ni scolaire. Les textes sont carrément passionnants, et les dessins carrément beaux, comme en témoigne l'illustration ci-contre. La presse marginale plus belle que la grande.

C. Decouan

Faut pas que les gens dans la lune ratent le jour du soleil

Le 23 juin 1979 sera le jour du Soleil en France. Une occasion pour les écologistes de rappeler leur existence et de se mobiliser pour autre chose que les polémiques électorales.

Bien que l'initiative de cette journée ne vienne pas précisément de « la base », il serait en effet dommage que les groupes militants boudassent ou fissent les délicats. L'opération est lancée par l'association Espaces pour Demain, dont le secrétaire général n'est autre que Louis Bériot, rédacteur en chef d'Antenne 2, et doit servir, dans l'esprit de ses promoteurs, bien plus à faire la démonstration du niveau technique du matériel français qu'à montrer une véritable alternative technologique.

Le comité de parrainage est à la hauteur des ambitions : il compte Serge Antoine, Secrétaire Général du Haut-Comité de l'Environnement; Jean-Claude Colli, Délégué aux Energies Nouvelles; Henri Durand, Président du Commissariat à l'Energie Solaire; Jean-François Saglio, Délégué à la Qualité de la Vie; Georges Chavanes, PDG de l'entreprise de chauffage Leroy-Somer; Louis Bériot; Brice Lalonde et Joël de Rosnay y assurent une présence écologique.

«Espace pour Demain» précise que le but de la Journée du Soleil

est d'informer le public de l'importance du soleil dans notre vie quotidienne, sur le plan biologique, énergétique, écologique, et même au plan culturel, philosophique ou artistique. Cette journée a également pour but de montrer que la mise en oeuvre des énergies solaires est plus proche qu'on ne le croit généralement et d'en faire la preuve matérielle par la démonstration d'équipements et la discussion de leur intérêts.

Pour le moment, on ne peut pas dire qu'il y ait un véritable élan industriel dans le solaire, mais les grosses entreprises ont déjà pris leur part de marché pour le cas où le gouvernement opérerait un revirement économique spectaculaire en faveur de ce marché. En attendant le plein feu sur le solaire, on maintient la cuisson à feu doux, tout en préparant subrepticement le terrain, et ce terrain, c'est le marché commun : pour l'industrie, il va de soi que le solaire sera européen ou ne sera.

D'où l'intérêt de montrer au plus vite ce que nous avons, nous. Afin de nous montrer « concurrentiels » vis-à-vis de nos partenaires les grosses boîtes de chauffage

facilitent déjà la formation des artisans pour l'installation des nouvelles techniques, lesquels artisans risquent bien de se retrouver « concessionnaires », comme dans l'automobile, de telle ou telle firme de matériels scolaires. On est loin des perspectives de décentralisation et d'autonomie dont les techniques douces semblaient être porteuses.

Il s'agit donc de ne pas s'endormir et de prendre de vitesse un capitalisme prompt à s'adapter.

C'est ce qui pourrait se passer au niveau, très symbolique, de cette journée du soleil, et du moins c'est ce que tentent les Amis de la Terre de Paris : « A la suite des deux réunions auxquelles nous avons participé au début de l'été, il semble que la participation des représentants de l'Etat - surtout Colli, car Saglio ne s'est pas déplacé - soit plus forcée qu'enthousiaste. Il sont réticents, craignent de se faire déborder et attendent sans doute le moindre prétexte pour se dégager. Mais ils sont pour l'instant obligés d'être présents : quelle raison auraient-ils de ne pas célébrer le soleil ? »

Concrètement, ce que sera cette journée, personne ne le sait encore. Dans l'esprit des organisateurs, ce serait surtout une série d'exposition, d'émissions de télévision, de manifestations dans les écoles et les lycées. La participation de la presse est pour eux l'élément essentiel qui doit donner toute son ampleur à cette opération essentiellement publicitaire.

«Parallèlement à ces expositions et manifestations diverses, des fêtes seront organisées pour célébrer le lever et le coucher du soleil. Des courses de véhicules nûs par l'énergie solaire auront lieu dans plusieurs villes. «Des prix récompenseront les meilleures initiatives etc». Une fête de l'Humain solaire...

Pour les écologistes, ce pourrait être l'occasion de profiter d'une tribune, ne serait-ce que pour rectifier la portée de la propagande qui ne manquera pas de se faire : rappeler que les énergies douces sont une alternative à des énergies moins innocentes, et qu'on ne peut parler de solaire en faisant l'impasse sur le nucléaire; montrer que les choix énergétiques ne sont pas indépendants des choix de société; fabriquer un matériel local pour faire pièce au matériel de publicité et de démonstration qui inondera le territoire depuis la capitale.

Une centaine de communes, de toutes tendances politiques, se sont déjà proposés pour participer au Jour du Soleil : il serait intéressant que les groupes écologiques contactent leur municipalité, afin d'être dans le coup si celle-ci fait quelque chose, et de mener éventuellement une action si celle-ci ne fait rien. Plus les élus et administrations seront pris de court, mieux ça vaudra.

Les groupes écologiques locaux ont cet avantage sur l'organisation officielle qu'ils sont plus souples et mieux implantés dans la population : à eux d'être plus inventifs, notamment en mettant en valeur le côté fête (Fête de la Saint Jean, mythologie du Soleil). Il va donc falloir jouer serré, non seulement pour ne pas se faire récupérer mais aussi pour ne pas assommer les populations par un discours anti-nucléaire sententieux : « Sans être naïfs, nous pouvons aller plus loin que l'argumentaire des pouvoirs publics », estiment les Amis de la Terre. Il serait pourtant dommage que les habitudes protestataires des écologistes les conduisent à tenir des propos plus dépréciatifs à l'égard de la manifestation elle-même qu'en faveur du solaire en-soi...

En mai dernier, aux Etats-Unis, a eu lieu un Sun-Day, dont va s'inspirer d'ailleurs notre Journée du soleil. On estime que cette manifestation a touché environ 35 millions de personnes, et pourrait en toucher 8 à 9 millions en France. L'enjeu vaut donc la peine de consacrer du temps à la préparation.

Les Amis de la Terre proposent dès maintenant aux groupes intéressés à une coordination nationale, aussi bien pour le matériel que pour les renseignements techniques qui pourraient manquer aux groupes locaux. Toute correspondance est à adresser à : « Journée du Soleil » Amis de la Terre, 14 bis, rue de l'Arbalète, 75005 Paris. L'organisation officielle restant «Espaces pour Demain» 7, rue du Laos, 75015 Paris Tel : 783 48 31.

C. Decouan

Le retour des jacqueries

Les Paysans Travailleurs bretons
se soulèvent contre ces nouveaux seigneurs
que sont les banques. C'est aussi la restructuration
du monde rural qui interpelle
le mouvement écologique

Le **Crédit Agricole** est l'organe essentiel de l'application de la politique de l'Etat sur l'agriculture : il détermine, par ses modes de financement, le nombre d'agriculteurs qui pourra continuer à travailler la terre, leur niveau de production, de productivité ... «C'est un Etat dans l'Etat» disent les paysans «c'est lui notre propriétaire, c'est pour lui que nous travaillons comme des fous».

Plus de cinq cent mille exploitations endettées, telle est la conséquence de la politique financière du **Crédit Agricole**. Par ses prêts, il finance les investissements et, ainsi, restructure l'agriculture. Pour celui qui est étiqueté «non rentable» la fin est alors proche.

L'arme privilégiée du **Crédit Agricole**, c'est le prêt à court terme. Des taux plus élevés, une rotation plus rapide des capitaux et plus grand est le profit. «Toujours en dessous des besoins pour que le gars soit obligé de faire d'autres demandes ; juste de quoi se maintenir le tête hors de l'eau» disent les paysans dont le surendettement est une réalité bien chiffrée mais aussi bien cachée. C'est que l'on ne veut pas, ou que l'on ne peut pas, parler «argent». Le fric, c'est la honte. Alors, de désespoir, on se saoule la gueule ou on se suicide ...

(Suite page 10, 11 et 12)



Le retour des

Le refus d'allégeance

Jean Cadiot en grève de la faim pour résister à l'hydre bancaire.

DEPUIS le mercredi 20 septembre, Jean Cadiot fait une grève de la faim dans une caravane, devant la succursale du Crédit Agricole, à Saint-Mars la Jaille, près d'Ancenis. « Pour ma part, dit-il, je préfère le débat public plutôt que de me suicider ou me laisser couler par la corde ou la bouteille. » Son histoire est celle de milliers de paysans...

Jean et Annick Cadiot s'installent en 1965, à Pannecé, dans une ferme appartenant à un « riche » de la région, Charles Henri de Cossé-Brissac, à la carte de visite éloquent : maire de St Mars la Jaille, Président de la Caisse locale du Crédit Agricole, administrateur de sa Caisse régionale, administrateur du Crédit Immobilier, Président du Conseil général de Loire Atlantique. Le système agricole du moment le voulait : il fallait s'agrandir. En 65 les Cadiot reprennent également une ferme de 24 ha à Mésanger avec l'idée - qui ne marchera pas - de s'associer avec un frère. Au départ ils font de la viande traditionnelle puis en 68 des génisses d'élevage sous contrat direct avec les producteurs de lait et la CANA (coopé-

rative agricole La Noelle d'Ancenis). Le financement est assuré au compte-goutte par des prêts à court terme du Crédit Agricole. Pour les Cadiot la situation économique est de plus en plus écrasante. En 76 les frais financiers, en particulier les intérêts des emprunts, représentent plus de 75000 F. Il faut encore emprunter pour rembourser, et tenter de financer l'accroissement du cheptel. Pris dans ce tourbillon, les Cadiot veulent en sortir : c'est le début de l'affrontement avec cet étouffoir qu'est devenu le Crédit Agricole.

Le piège se referme

En 75 Jean et Annick, militants Paysans Travailleurs, laissent la ferme de Mésanger et permettent l'installation d'un jeune de la région. Néanmoins ils sont contraints d'intensifier l'exploitation des 28 ha qui leur restent. Ils demandent alors au Crédit Agricole un prêt de consolidation sur douze ans en février 76. C'est le refus. « On ne peut prêter à ceux qui tournent le dos au progrès



Photo G.O./J.L.-Soulié

et qui pour des raisons syndicales laissent volontairement près de la moitié de leurs terres ». Les Cadiot ouvrent alors un compte à la Caisse Rurale pour y déposer l'argent de la vente de leur génisses. Ils cessent ainsi de payer leur annuités au Crédit Agricole et font une réserve pour payer la CANA. Le Crédit l'apprend et fait prononcer une saisie-arrêt sur leur compte. Enfin, le 27 octobre 76, le contentieux du Crédit leur donne huit jours pour tout rembourser, soit 550000 F environ... « Tromper » le Crédit Agricole avec une autre banque, et laisser près de la moitié de sa terre, c'en est trop; Jean et Annick Cadiot doivent disparaître.

Le lendemain, 25 paysans envahissent pour la première fois l'agence de St Mars. Ils obtiennent... des promesses. Mais quand Cadiot va négocier, il entend un autre langage : les prêts sont inférieurs aux besoins et il faut des garanties supplémentaires. Il faudra consulter le Crédit Agricole pour tout nouveau prêt... qui sera systématiquement refusé ! C'est l'asphyxie. A cette époque la famille Cadiot loge avec ses six enfants dans deux petites pièces. Elle réclame une amélioration du logement au propriétaire, qui, lui, préfère vendre. Contraints et forcés, les Cadiot achètent, à l'aide d'un prêt du Crédit Immobilier, dont l'administrateur est M. de Cossé-Brissac. Sans consulter ces messieurs du Crédit Agricole, le comble ! Le prêt du Crédit Immobilier se révèle insuffisant, les Cadiot doivent en partie auto-financer leurs travaux, ce qui augmente le débit de leur compte à la CANA.

La CANA suspend alors ses approvisionnements, ainsi qu'à deux autres éleveurs. Cette fois c'est son bureau qui est occupé par une trentaine d'agriculteurs. Ils obtiennent la levée des sanctions. Une rencontre Paysans Travailleurs/CANA/Crédit Agricole est prévue pour le 23 mai 78. Tous les dossiers seront, semble-t-il, étudiés favorablement, sauf un : celui de la famille Cadiot, coupable de trop de crimes lèse-Crédit Agricole. Le Crédit refuse tout financement complémentaire à Jean et Annick. De nouvelles négociations sont engagées en juin et amènent la CANA à faire une étude économique serrée de l'exploitation Cadiot. Conclusion : l'entreprise est rentable ou plus exactement « n'a pas usé toute sa capacité de financement ». La CANA accepte de « garantir » Cadiot, pourvu que le Crédit débloque les fonds et permette le redressement financier de l'exploitation. Mais cette offre n'est valable que si le cas est réglé au 30 septembre. Depuis, au Crédit Agricole c'est le silence le plus total...

L'affrontement direct

C'est dans ce contexte que prend place la grève de la faim de Jean Cadiot. « C'est une décision personnelle, nous a-t-il déclaré,

pour en finir avec les refus systématiques du Crédit Agricole, pour créer un vaste mouvement de masse, car mon cas est loin d'être isolé ». Il boit un verre d'eau et allume une cigarette. « C'est la première fois que l'on ose affronter aussi brutalement le Crédit Agricole. Les viticulteurs du midi s'y étaient déjà opposés mais par l'intermédiaire d'une coopérative. Le Crédit est la banque qui a le mieux réussi depuis la guerre et est en train de restructurer complètement l'agriculture : plus de financement à la sauvette, au compte-goutte, mais avant tout la recherche d'un profit maximum... "On ne prête qu'aux riches". Avec en même temps le risque de tout bloquer, de tuer la poule aux œufs d'or... »

« Cette grève de la faim est aussi une action collective : dans son organisation (soutien matériel, tour de garde, diffusion de l'information...) et dans ses revendications qui dépassent de loin mon cas particulier. Nous demandons la représentation syndicale pour plaider et discuter le dossier. Nous voulons avoir droit d'accès au dossier. On ouvre nos livres à ces messieurs et on n'a pas le droit de savoir ce qu'ils en font... Nous exigeons de connaître les motifs de refus des prêts, et d'une façon plus globale, nous voulons des conventions collectives avec la banque. On voudrait lancer le débat sur la sécurité du revenu, qui pourrait être assuré par le Crédit Agricole, puisque c'est bien souvent une situation de fait. Une sorte de salariat, presque. Actuellement le paysan n'a plus de statut, pas même celui de chef d'entreprise car il dépend trop de la banque. Mais pour cela il faudrait que tous les syndicats luttent sur le même front. Or la FDSEA (la FD sait pas, comme dit un copain) préfère jouer les négociateurs avec la CANA et le Crédit Agricole... »

Beaucoup de visiteurs chez Jean. Son beau-père, ancien éleveur de porcs aujourd'hui salarié à la CANA parle d'injustice sociale et de révolution... Raymond, que Jean attendait, est accueilli par un « Ça m'a fait bien plaisir de te voir ! »... D'autres... L'action, même si elle paraît inhabituelle, semble assez bien acceptée dans la population. Sauf pour ceux qui ont diffusé, non signé, un tract annonçant « qu'il serait temps de mettre hors d'état de nuire cet agitateur ».

« J'irai jusqu'au bout de mes forces » a répliqué cet homme de quarante ans. « Quand je serai à l'hôpital, un autre me remplacera... » Vivre et travailler dans sa ferme, les paysans appellent cela un droit, et le Crédit Agricole une « possibilité ».

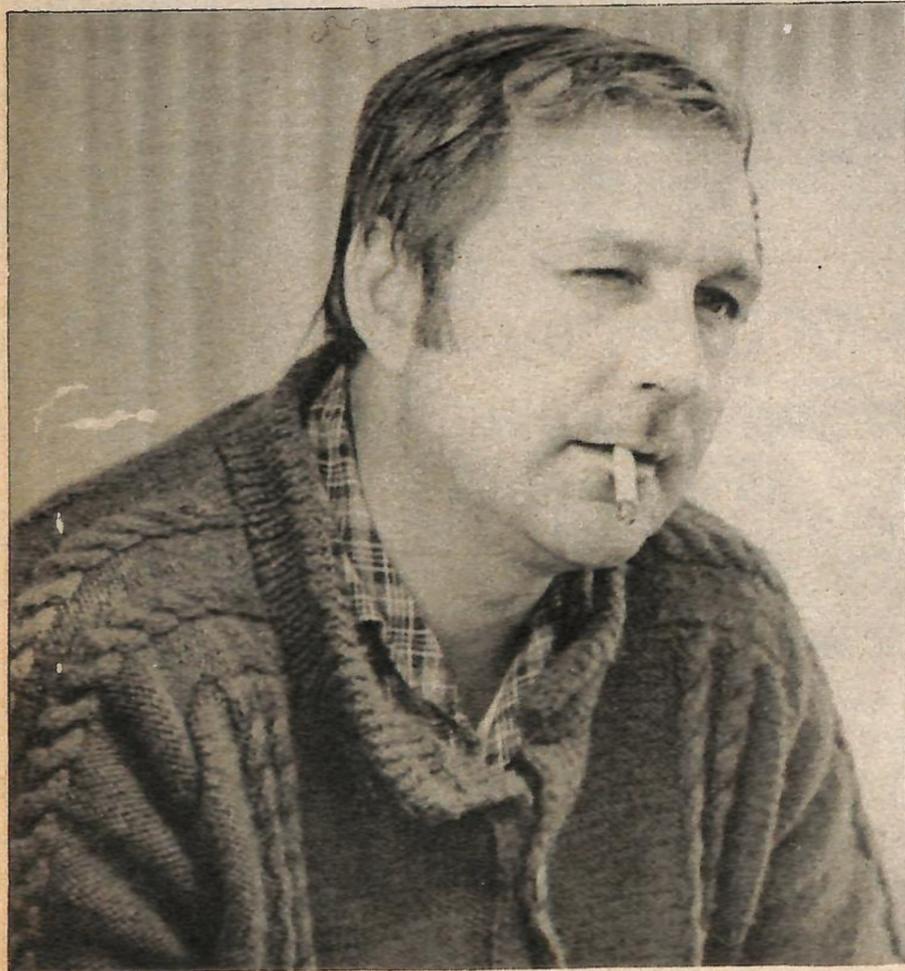


Photo G.O./J.L.-Soulié

jacqueries

Quand il n'y aura plus de paysans

Bernard Lambert s'interroge sur le devenir du monde rural.

L'affaire Cadiot met en évidence les rapports que le Crédit Agricole entretient avec les paysans. Les petits paysans surtout.

La situation de ces derniers, à défaut d'être enviable, est claire. Ils sont endettés, surendettés. De dix à cinquante millions de francs de dettes c'est le lot d'un fort pourcentage de paysans.

Un bon nombre d'entre eux ne travaillent donc pas pour, éventuellement se salarier, mais seulement pour rembourser les emprunts. Simplement pour avoir «de droit» de continuer à travailler. Les deux tiers des petits paysans disparaîtront dans les années qui viennent. Cette disparition aura principalement deux causes. La première est liée au fait que «l'agriculture française doit devenir le pétrole de la France», dixit Giscard. Cela passe par un accroissement de la modernisation et de la productivité sur les exploitations. Ceux qui ne pourront suivre disparaîtront. Le Crédit Agricole sera l'outil privilégié de cette hécatombe.

La seconde est liée à la réorganisation de l'agriculture mondiale. Les firmes agro-alimentaire, multinationale, cherchent à transférer un certain nombre de production dans les pays sous-développés.

Il s'agit plus spécialement de production manufacturée. Mais aujourd'hui le poulet en batterie est un produit manufacturé. Ces transferts concernent également la production de fruits et de légumes. Ils affectent toujours l'agriculture locale lorsque celle-ci est vivrière dans la mesure où elle existe encore.

Le prix de revient de ces productions baisserait du fait d'une main d'œuvre abondante et peu chère, (le salaire horaire peut être dix fois moindre au Brésil qu'en France dans la production industrielle de volaille). Les pays industriels continueront à produire les céréales dont le rôle «d'arme» grandira dans les échanges avec les pays du tiers-monde. Les petits paysans dont la production actuelle sera demain transférée dans le tiers monde, feront donc eux aussi partie des laissés-pour-compte.

C'est cette disparition massive de paysans qui nous intéresse plus précisément et qui interpelle le mouvement écologique. Elle signifie, outre le problème humain, la destruction du tissu social en monde rural et une accentuation de l'exode. En posant le problème de l'agriculture dans les termes «agriculture chimique ou agriculture biologique», les écologistes ne procèdent-ils pas par simplification ? Si disparition il y a, quel sera le lieu de l'expérimentation et de la revendication écologique en agriculture ? Quel contrôle de la qualité des produits sera possible lorsqu'une partie des productions aura été transférée ?

Dans l'entretien qui suit, B. Lambert, volontiers provocateur, interpelle en outre les écologistes sur un autre point. A travers l'histoire du remembrement, il pose le problème de la propriété individuelle et de la maîtrise collective des sols.

Il paraît effectivement difficile qu'un projet écologique en agriculture puisse exister sans prendre en compte explicitement le problème de la propriété et l'internationalisation du problème agricole. Et cela renvoie les écologistes à leurs propositions. La démarche des Paysans-Travailleurs est de type syndical. Ils essaient de retarder le cours des choses et ils portent, là où ils sont, des coups au capitalisme. Mais dans le discours de Lambert, revient souvent l'expression: on est coincés.

Et c'est vrai.

Paradoxalement, c'est là que l'échange peut devenir intéressant. L'entretien avec B. Lambert laisse des questions en suspens. Plus particulièrement la question d'une alternative et d'une stratégie. Ne serait-il pas possible d'imaginer un type d'agriculture écologique dont la pratique laisserait une plus grande autonomie aux agriculteurs face au Crédit Agricole et aux firmes. Il ne faut pas taire les énormes problèmes que pose la mise en pratique d'autres méthodes culturales (quant à l'accroissement du temps de travail par exemple), et il faut dire clairement que cela ne peut rester une démarche individuelle. Mais qui dit que le débat ne doit pas avoir lieu ?

J.L. Lavigne

L'écologie c'est, entre autres choses, la science de la nature et des rapports de l'homme avec celle-ci. Or s'il est des gens qui sont proches de la nature, ce sont ceux qui la travaillent : les paysans.

Rien de plus normal par conséquent qu'une rencontre entre écologistes et paysans. Pourtant les choses ne vont pas toujours aussi facilement que l'on pourrait le croire. A quoi cela tient-il à ton avis ?

La nature, n'importe quel paysan te le dira, c'est une vieille garce qu'il faut maîtriser. C'est pourquoi certains d'entre nous ne comprennent pas toujours ce retour couillon à la nature qui semble être le fait d'une fraction des écologistes. La nature n'est pas accessible à l'homme s'il n'y a pas une présence permanente de l'homme dans la nature. Autrement dit : on ne peut pas penser aux choses de la nature sans penser aux hommes qui y vivent. Alors, les arbres, les fleurs, les petits oiseaux, la nature sauvage et le singe qui est là pour ratisser les allées et faire en sorte que les épines ne piquent pas... tu parles ! Ils se foutent un peu de nous les écolos, bêtes, cons... je veux dire «apolitiques». Peut-être faut-il aussi que je mette mon chapeau, que je prenne le biniou et que je chante ? Le mythe du bon sauvage : quelle blague !

Ce n'est pas tomber dans le mythe que de dire que l'on assiste à une dégradation continue et inquiétante de notre environnement.

C'est sûr, il y avait autrefois des chemins creux où les amoureux pouvaient se réfugier en toute tranquillité. Il y avait davantage de gibier, d'oiseaux. Tout ça fout le camp : les fleurs, les jonquilles, les boutons d'or... et c'est vrai, ce n'est pas supportable. Mais attention, ne nous trompons pas de cible. Ne tirons pas sur le lampiste.

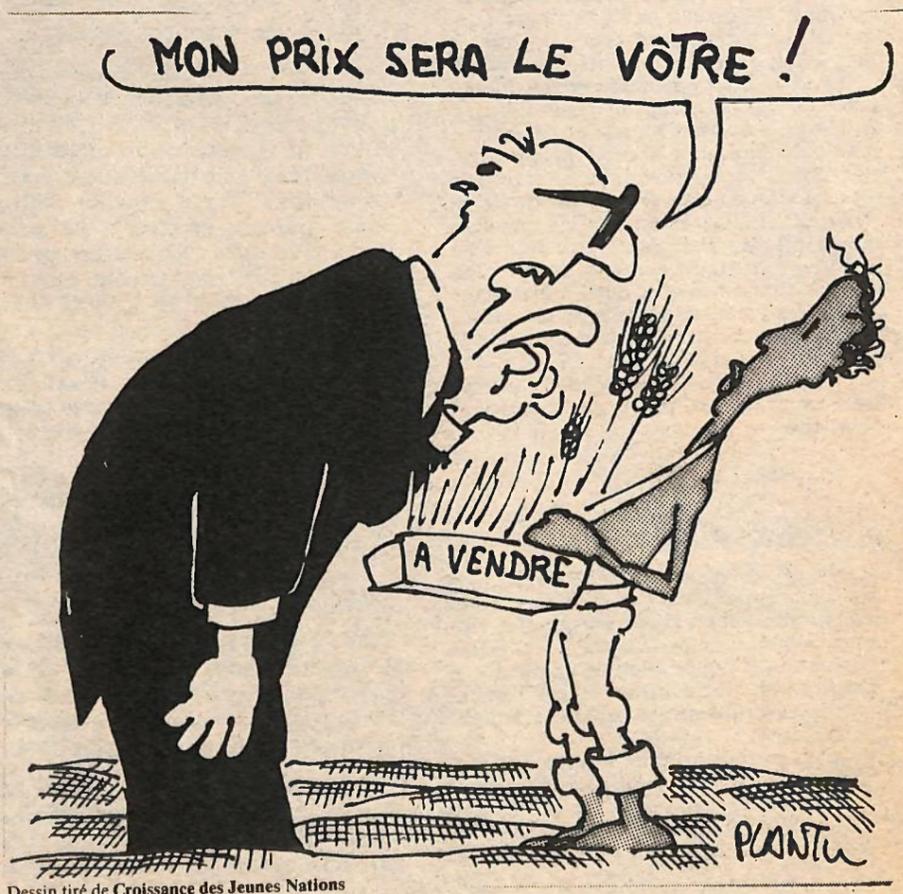
Les écologistes ne savent pas toujours de quoi ils parlent quand ils abordent les problèmes des paysans : ils les prennent tous pour des chefs d'entreprise pouvant faire ce qu'ils veulent ; or c'est faux, complètement faux. Aujourd'hui le paysan est complètement prisonnier, d'une part de la banque dont il dépend et qui a le monopole (c'est le Crédit Agricole) et, d'autre part, de l'industrie agroalimentaire face à laquelle il devient directement parfois, indirectement le plus souvent, complètement dépendant.

Nous avons vu, en venant chez toi, un certain nombre de «tas», vestiges d'un remembrement récent. Peux-tu nous expliquer comment celui-ci a été effectué ?

En effet, la commune dans laquelle j'habite a été remembrée il y a quelques années. C'était à mon avis indispensable. Avant le remembrement, la superficie moyenne des parcelles était en effet de 19 ares, ce qui signifie que la moitié des dites parcelles avait une superficie inférieure à 19 ares. Quand on y allait avec un attelage de 14 mètres de long, le tour du champ était tout de suite fait ! Par ailleurs, le temps passé à couper les épines des haies ne nous permettait pas de respirer. D'ailleurs ces haies, que certains écologistes défendent farouchement, étaient elles naturelles ? Dans certains cas, peut-être, dans d'autres, sûrement pas. Ce n'est pas un hasard si, dans les «borderies» (les champs en bordure) appartenant à de petits propriétaires, il y avait beaucoup de haies, alors que l'on en trouve très peu dans les grands domaines. L'explication est simple : à chaque héritage, compte tenu du droit de propriété, chacun voulait son bout de parcelle. Qui un bout de la prairie naturelle, qui un bout de la terre chaude, de la terre froide (suivant qu'elles étaient orientées sur un versant ou sur un autre), de la vigne... Pour séparer et enclore on mettait des haies. Celles-ci ne s'imposaient donc pas et il était légitime de demander, quand elles empêchaient de travailler normalement, qu'elles soient foutues en l'air.

Supprimer la propriété privée

Avant que le remembrement ne se fasse, nous avons fait une enquête et nous nous étions rendus compte que sur les 2500 ha à remembrer, on trouvait 400 ha de haies qui n'étaient exploitées par personne. En outre, héritage de l'ancien régime, existaient une centaine d'hectares communaux. Le remembrement aurait donc pu permettre de restituer à chaque paysan la même quantité de terres que celles qu'il cultivait (et beaucoup mieux parcellisée) tout en dégageant ces 500 ha. C'était compter sans les technocrates qui, voyant des marais, ont trouvé intelligent de faire de grands drainages à ciel ouvert. Résultat, l'eau s'est écoulée très vite et plus rien n'est entré dans la nappe phréatique. Les parcelles proches des marais ont donc perdu de leur valeur et, au moment du partage, il n'était pas pensable que certains aient de bonnes terres et d'autres de mauvaises. Ceci parce qu'on faisait une distribution individuelle au nom de la propriété privée. Le remembrement a donc détruit le tissu végétal (sans qu'il soit remplacé), détruit les capacités de la nappe phréatique... et provoqué des inondations en aval. C'est



Dessin tiré de Croissance des Jeunes Nations

Le retour des jacqueries

(Suite de la page 11)

infect la façon dont on a fait ça, mais dans le cadre du droit à la propriété il n'était pas possible de faire autrement : personne n'aurait pu accepter.

Je rêve : on supprime le droit de propriété. On permet que la terre devienne, progressivement, le bien de tous. Mais alors, plus personne ne serait perdant, plus personne ne serait directement lésé ! (à condition que ce ne soit pas un camarade commissaire du peuple qui fasse la distribution; ça vaut pas mieux que les notaires ces bêtes-là).

Nous autres ici, on a une rivière qui se jette dans la Loire et dont la vallée est très encaissée. Les terrains sont inondables, incultes, et il eut été facile de construire une petite retenue d'eau permettant d'arroser la commune (plus besoin de Naussac ni de Villerest) et, accessoirement, de fabriquer notre propre électricité.

Pourquoi n'a-t-on pas pu réaliser ça ? Parce que dans le cadre de la propriété individuelle, les gars à proximité de la retenue auraient vu toutes leurs terres régulièrement inondées. Ce n'était pas possible. Finalement on a fait un petit lac de plaisance (qui n'est pas vilain d'ailleurs, ce n'est pas la question) mais quel gâchis quand on songe à ce qui était possible. On aurait eu notre flotte, notre énergie, on gardait la nappe phréatique, on s'abstenait d'inonder Nantes... On est fous. Bon sang, mais il faut détruire le droit de propriété !

Voilà, c'est tout, je suis un écologiste !

Tu es écologiste et en même temps paysan. Or il plane au-dessus de ta tête et de celles de tes copains des oiseaux de bien mauvaise augure. La restructuration du capitalisme mondial ne touche pas seulement les ouvriers, elle s'attaque également au monde des campagnes... Comment vois-tu le devenir de la paysannerie ?

Il n'y a aucune analyse possible du devenir des paysans dans ce pays si l'on n'a pas une notion de ce que sont le capitalisme et l'impérialisme. Il existe dans le capitalisme international et multinational un certain nombre de contradictions qu'il faut connaître.

Pour tout un groupe d'industries multinationales, le devenir de l'agriculture occidentale est parfaitement clair. Il s'agit, à chaque fois que cela est possible, de transférer les productions manufacturières (nécessitant encore beaucoup de main-d'œuvre) vers les pays du Tiers Monde où les salaires sont bas. L'opération libère donc des terres chez nous. Deux destinations pour ces terres : les aires de détente pour permettre au prolo de récupérer avant d'être à nouveau exploité, et les céréales... parce que c'est l'arme stratégique numéro un au plan mondial (on sait en effet que les détenteurs de matières premières et de produits manufacturés peuvent être parfaitement dominés avec l'arme de la faim).

Je ne parle pas de tout cela en théoricien, mais en praticien, parce que c'est déjà déclenché.

Intérêts contradictoires

À côté de ce premier type de capitaliste, il en est d'autres qui n'ont pas - du moins dans l'immédiat - les mêmes intérêts. Ce sont ceux-là qui favorisent actuellement l'industrialisation et l'intégration de l'agriculture. Quelles sont ces industries et ces banques (car le capitalisme est surtout financier aujourd'hui) ?

Ce sont en tout premier lieu les grandes firmes pharmaceutiques dont la base de consommation première est encore le marché intérieur. C'est le Crédit Agricole (3^e banque mondiale) qui a encore besoin du sol



Photo G.O./J.L.-Soulié

Le Crédit Agricole en chiffres

La troisième banque mondiale à l'enseigne de la France profonde.

LE Crédit Agricole, selon le classement d'une revue américaine, est la troisième banque mondiale.

Le Crédit Agricole se compose de caisses locales, de caisses régionales, et d'une caisse nationale. Conçu comme une mutuelle il est représenté comme étant géré par ses sociétaires, les paysans. Il y a pourtant belle lurette que ces derniers n'ont plus rien à dire dans l'orientation de la gestion du Crédit Agricole. Que la politique du Crédit Agricole aille dans le sens des intérêts d'une fraction de paysans, modernisés et capitalistes, est une chose. Que ceux-ci participent réellement aux décisions d'orientation du Crédit en est une autre.

Le Crédit Agricole compte 10000 agences. On dit qu'il couvre le territoire. Les autres banques, parmi les mieux implantées n'ont que quelques 2000 agences.

Le Crédit Agricole gère 5 millions de comptes, soit le cinquième de la population active. Il draine 15 % de l'épargne des Français, juste après la caisse d'épargne qui en draine 25 %.

Le public fait confiance au Crédit Agricole. Cette confiance résulte d'une relative décentralisation. Les administrateurs locaux sont connus.

Ils connaissent les problèmes locaux. Autres avantages : cela diminue les risques de non-remboursement et les frais de fonctionnement de la banque sont diminués.

En 1975 le classement des banques françaises, selon le critère des dépôts et des emprunts, était le suivant :

Crédit agricole	148 milliards
BNP	122 milliards
Crédit Lyonnais	99 milliards
Société générale	89 milliards

La même année le Crédit Agricole avait consenti pour 149 milliards de crédit. Il aurait pu avec la même somme acheter 15 millions d'ha à 10000 F l'ha. C'est à dire le quart du territoire français.

Son secteur d'intervention s'agrandit. Il embrasse le foncier, l'immobilier, le tourisme, l'informatique, la formation des cadres et le téléphone.

Il a pour cela des filières. Il y a quelques années, face à la lenteur de l'administration pour installer le téléphone, le Crédit Agricole a créé une société, AGRITEL, chargée de financer l'installation du téléphone. Agritel achète les équipements lourds et les loue aux PTT sous forme de crédit-bail.

et des paysans qu'il n'a pas fini d'exploiter (et pour encore mieux les exploiter, il faut les obliger à industrialiser la production légumière et animale. Sous contrat). C'est Yoplait ou l'Union laitière normande, qui ont des filiales à l'étranger, et qui s'accrochent à leur terroir.

Il y a donc des intérêts contradictoires. Ce qu'il faut comprendre, c'est que si les premiers l'emportent, il y aura en Europe - à la place des quelques cinq millions de paysans actuels - environ 400000 rescapés et que dans l'autre hypothèse les chanceux seront un million à un million 200000. Dans les deux cas les dégâts sont lourds. On peut toutefois ajouter que dans la première hypothèse, ceux qui resteront seront en tout état de cause réduits à l'état de prolétaires à domicile. Pas d'échappatoire possible.

On parle beaucoup ces temps-ci de l'éventuelle entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans la communauté européenne. Les premières réactions négatives viennent du monde paysan. Qu'en penses-tu ?

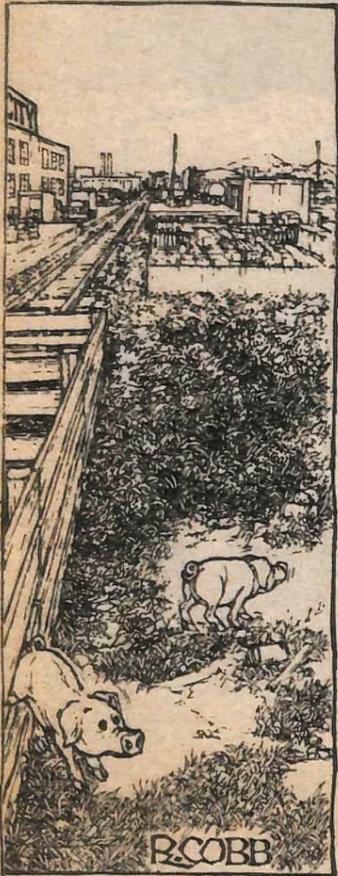
Le capitalisme européen dominant est le capitalisme allemand. Ce n'est pas seulement une courroie de transmission du capitalisme américain, mais un impérialisme concurrent et à part entière.

Il peut, reprenant une formule de l'Angleterre impériale, pousser à la division du travail par disparition de bon nombre de productions agricoles. Il le fera sans doute plus que le capitalisme français parce qu'il existe chez nous encore tout un tissu d'industries agro-alimentaires, de coopératives, qui sont fortes. Dans quel sens les choses vont-elles évoluer ? Je me pose la question sans avoir actuellement les moyens d'y répondre. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la structure juridique européenne accélérera le mouvement sans en changer la nature. Les frontières peuvent gêner les multinationales parce qu'elles ne permettent pas d'effectuer le libre échange autant qu'elles le souhaiteraient. Il y a des réflexes de protection qui jouent. Mais ces frontières ne changent en rien la nature des objectifs de ces multinationales dont la vision est mondiale. Il est aussi facile d'exploiter le terroir de l'Égypte ou de la Tunisie par le transfert d'un certain nombre de productions arboricoles, fruitières, voire viticoles... que celui du Portugal, de l'Espagne ou de la Grèce. Il faudrait que les producteurs de légumes français aillent au Maroc pour se rendre compte comment on est en train de transférer à toute allure leurs productions vivrières. Ils se demandent pourquoi la crise est devenue structurelle et permanente ! Et on leur répond que c'est à cause de ces salauds d'Italiens, de Portugais ou d'Espagnols. Tu parles, Charles ! On essaie de faire du racisme comme avec les viticulteurs alors que ce sont *Patriarche*, *Préfontaines* et *Nicolas* qui sont en Italie comme en France (en faisant 82 % du marché des vins de table).

Je ne veux pas dire, quand je parle comme je suis en train de le faire, qu'il n'y a pas de transfert de production à organiser; mais la manière dont ils se font à l'heure actuelle me paraît devoir faire crever et les pays sous-développés, et les paysans français. C'est une question qui mérite un sacré débat.

Dossier réalisé par Jean-Louis Soulié, Jean-Luc Lavigne et Dominique Delaunay.

Cobb: the voice of America



Un recueil des principaux «cartoons» de la presse underground américaine vient de sortir aux éditions Dandelion. Cobb est un dessinateur américain, vedette de la free press. Il a commencé une carrière tout à fait sage et rangée dans les studios Walt Disney. Puis en 1963 il est envoyé au Viet-Nam. A son retour, plus question pour lui de travailler dans l'establishment. Le racisme, la guerre, (celle du Viet Nam ou la troisième qu'on nous prépare), les centrales nucléaires, la misère du Tiers Monde deviennent les thèmes principaux de ses dessins. Il collabore régulièrement au «Los Angeles Free Press», son style ne donne ni dans l'ellipse ni dans la litote : en cas d'urgence il s'agit de frapper vite et fort; il est copié, plagié, repris dans la presse marginale internationale. *Actuel* le fait connaître au public français.

Aujourd'hui l'équipe de trois joyeux aventuriers qui constituent les éditions Dandelion, présente une version bilingue de ses dessins parus depuis une dizaine d'années. Un de ceux-là est particulièrement touchant : Deux mecs sont juchés sur une auto, elle-même perchée sur un tas d'ordures grouillantes de rats. L'un d'eux demande à l'autre : «Et au fait qu'est-ce que c'est l'écologie?»

Cliché facile, direz-vous! Minute! Vous savez en quelle année Cobb publiait ce dessin? En 1967. Il y a onze ans combien parmi nous connaissait effectivement le mot «écologie»...

Le Livre de Cobb, éditions Dandelion 28F, distribué par «Alternative», 36 rue de La Bourdonnais, 75001 Paris.

C. Ellis

Belgique : autoréduction et autres dissidences

A la suite de l'augmentation des tarifs des transports en commun, une soixantaine de groupes belges - écologiques, syndicats, mouvements de jeunes - ont constitué un Comité des Transport en commun, le CTC-KOV.

Pendant tout l'été le Comité a développé son action dans les 17 villes flamandes ou francophones touchées par ces hausses.

Lundi 11 septembre plus de 2000 personnes ont participé à Anvers à une journée d'autoréductions. Le mouvement s'est étendu à Liège, Bruxelles où des actions similaires ont été réalisées avec succès. A Mons aussi, le CTC envisage de lancer une action style doublage de ligne.

Le 21 septembre, tous les usagers des transports en commun seront invités à monter gratuitement dans des véhicules mis à leur disposition par les militants du Comité.

Encore un slogan publicitaire en voie de disparition. La fabrique de jeans, SALIK est en faillite depuis août dernier. Les ouvriers se défendent et essaient de résister. A Quaregnon, petite ville du Borinage où est située l'usine un comité de soutien aux grévistes s'est constitué. Des autocollants peuvent y être commandés. 10 Francs belges ou 1,50 Francs français. Soutenons le jeans belge.

Comité de Soutien, 140 Coron des Sans-Emplois, 7300 Quaregnon.

Manger frais et sain, si possible biologique et si possible pour un prix raisonnable. Rétablir une relation humaine entre producteurs et consommateurs. Lutter contre l'industrialisation de l'agriculture. Un groupe s'est formé à Mons, Belgique pour essayer de répondre à ces nobles aspirations. Une permanence se tient chaque mercredi, de 19 à 20 heures 30, à la Maison de la Paix, 38 rue de Nimy Mons.

Autriche : la première centrale

Vous savez sans doute que le parlement autrichien s'est résolu à reporter la décision finale sur la mise en marche de la première centrale autrichienne de Zwentendorf au peuple autrichien, sous forme d'un référendum qui aura lieu le 5 novembre 1978.

Nous sommes certains que vous êtes familiers avec toute l'argumentation au sujet de l'énergie nucléaire, par conséquent nous nous bornerons à souligner qu'il s'agit là de la première fois qu'un gouvernement se résoud à se servir d'un plébiscite pour décider de la question. Inutile de dire que l'importance d'un tel plébiscite est exceptionnelle, qu'il aura des conséquences bien au-delà des frontières autrichiennes.

S'il se trouvent assez d'Autrichiens à opter contre l'énergie nucléaire - ce qui paraît bien être dans les limites du possible selon certaines estimations et quelques sondages d'opinions - cette manifestation de l'opinion publique aura un effet énormément encourageant pour tous les autres mouvements anti-nucléaires dans grand nombre de pays.

La Société Nationale de l'Energie Autrichienne («Verbundgesellschaft der Energiewirtschaft») a annoncé qu'elle investirait 35 millions de Schilling autrichiens (approx. 10 million Fr) dans une campagne informative en faveur de l'énergie nucléaire. L'Association contre le nucléaire qui travaille pratiquement sans ressources financières a donc un besoin urgent d'argent pour pouvoir à son tour payer tous les frais d'imprimerie, de publicité, de matériel nécessaire, etc.

Nous vous écrivons au nom de l'«Association Autrichienne des Groupes s'opposant à la mise en marche de la première centrale nucléaire autrichienne à Zwentendorf». Liechtenstrasse 13, Wien 1090

Danemark : sursis au nucléaire

La campagne que l'OOA (l'organisation de l'Information de l'Energie nucléaire) a mené pendant six mois partout au Danemark, a atteint son maximum avec deux marches anti-nucléaires au Jutland et au Seeland qui ont eu lieu les 35-27 août.

L'initiative de l'OOA a pour cause la situation parlementaire au Danemark. Le Parlement danois s'est trouvé dans une situation où il fallait prendre une décision concernant les grands investissements des prochaines vingt années: la construction d'un pont traversant le grand Belt, l'utilisation du gaz naturel et l'édification des centrales nucléaires. Le gouvernement social-démocrate devait négocier ces projets avec l'opposition conservatrice qui est fort intéressée à l'établissement de centrales nucléaires, mais moins intéressée aux autres projets. D'un côté, le gouvernement avait promis de ne pas introduire l'énergie nucléaire avant qu'une solution sur les déchets ne soit trouvée (soit en les déposant au Danemark, soit en les exportant à l'étranger). Donc la possibilité d'un marchandage politicien était bien probable.

Par hasard, un changement de gouvernement a eu lieu deux jours après les marches et le gouvernement est maintenant composé du parti social-démocrate et du parti libéral-conservateur. Ce dernier est justement l'un des partis qui recommandent l'édification de centrales nucléaires, et il a déjà essayé de pousser le parti social-démocrate à réaliser ce projet. Le résultat concret des marches est cependant que le ministère de coalition a retardé de deux ans, dans la déclaration inaugurale, la décision concernant l'énergie nucléaire jusqu'à la résolution du problème des déchets. Et pourtant nous nous rendons compte que si l'étranger accepte de recevoir les déchets, le délai pourra être réduit.

France : les abricots de la colère

Fournès, petit village du Gard, vient d'attirer l'attention sur lui. Il y a quelques jours en effet, les agriculteurs mécontents ont organisé des barrages pour interdire l'entrée aux ouvriers de l'usine qui fabrique des tuiles, à deux pas du village. Depuis de nombreuses années déjà cette usine de la Société Céramique du Midi (groupe Perrusson-Rhomer) constitue un réel danger pour les cultures. Les dégâts de plus en plus importants ont amené les agriculteurs à cette action.

Dès son implantation l'usine s'est très mal entendue avec les vignes et les arbres fruitiers. Les abricots sont en voie de disparition : quand on sait que Fournès était, en 1971, le premier marché national pour les abricots, ou mesure l'importance du désastre. Devant la progression constante des dégâts l'Association de défense locale a vu augmenter le nombre de ses adhérents. C'est afin d'accélérer la recherche d'une solution satisfaisante qu'elle a déclenché l'opération «barrages». Pendant que ces derniers interdisaient l'entrée de l'usine à toute personne (sauf le service de sécurité), une réunion publique était organisée en présence du maire et du directeur de l'usine. Les membres de l'association demandaient que l'usine soit fermée durant la période des vendanges et que la direction s'engage à ne pas faire appel lorsque seront connus les résultats des procès en cours. Ces deux requêtes ont reçu une réponse négative.

On en est là pour le moment. Les responsables de l'Association espèrent qu'une prise de conscience plus large et l'impact de leur dernière action feront avancer les choses plus rapidement.



Photo Per Folkver

L'école à vide (suite)

Si l'école ne sert plus à transmettre une culture, elle met en place les conditions de la violence.

Un enfant qui ne comprend pas est un enfant qui devient violent » nous disait la semaine dernière un professeur du lycée de C. (voir Gueule Ouverte N° 228) où nous avons passé la matinée de rentrée scolaire.

Il nous a montré aussi comment une violence difficile à contenir pouvait naître de la négation du corps entretenue dans l'enceinte d'un établissement scolaire. Les deux seules positions autorisées sont : assis à une table ou debout (en rang le plus souvent). Pour les moments de « détente », les pelouses sont interdites, il n'y a pas de banc, on ne doit pas s'approcher des grilles. Alors on tourne ou on s'agglutine mollement.

La sexualité ? Quelle sexualité ? Tout le monde sait bien que l'adolescent (e) n'a pas de sexe. Les séances de masturbation collective, les « mains aux fesses » dès les petites classes sont soit sévèrement réprimées soit pudiquement ignorées. Jamais le problème (si problème il y a, ce serait à voir) n'est abordé de front... Les professeurs volontaires pour les cours d'éducation sexuelle, à l'heure de leur grande vogue post soixantehuitarde, n'en ont pas gardé un excellent souvenir. Coincés qu'ils étaient entre les craintes de l'administration, les pudibonderies des parents et la demande exacerbée des enfants, leur tâche n'était pas facile.

Entré à l'école, au collège, au lycée, l'enfant se quitte. Il quitte ce qui pourrait être lui-même, il quitte ses pulsions, même ses potentialités, ses virtualités. L'école n'est pas faite pour l'aider à se connaître, à connaître sa place dans l'univers, son lien métaphysique avec les membres de son clan, son rôle librement consenti dans une culture, sa tâche dans la démarche de progrès de son ethnie. L'école, c'est désormais son but avoué bien que maquillé sous des couches de fard humanitaire, doit faire de chaque individu un coin qui s'encastre bien dans les rouages du capitalisme international. Ce qui fait le grand malaise des enseignants, en cette rentrée 1978-79, c'est qu'ils osent enfin regarder la réalité en face et reconnaître le rôle qu'on leur fait jouer de pourvoyeurs de l'économie française.

C'est encore le SGEN-CFDT qui dénonce cette situation : « Sur 735200 jeunes sortis en 1975-76 des appareils de formation des différents ministères :

- 344 100 (46,8 %) ont été éjectés de l'école avant d'avoir pu obtenir un CAP ou un BEP. Les mieux lotis, 124700, ont le seul BEPC en poche;
- 52300 (7,1 %) ont une qualification précaire : bacs non techniques.

Soit une masse de 53,9 % de jeunes pas ou mal qualifiés.

Face à ces non qualifiés, on retrouve essentiellement les différents niveaux de formation technique :

- 184500 (25,2 %) de CAP ou de BEP,
- 21000 (2,8 %) bacheliers techniques,
- 54100 (7,3 %) titulaires d'un BTS ou d'un DUT,

- le reste, 74200 (10,1 %) constitue les diplômés des deuxième et troisième cycles de l'enseignement supérieur.

Au total, à l'issue d'un processus continu d'éjections aux différents paliers, près de la moitié des « formés » sortent sans aucune qualification, plus de la moitié avec une qualification nulle ou précaire; 1/4 des sortants ont une formation technique courte, 1/10 une formation technique niveau baccalauréat ou supérieur court, 1/10 une formation supérieure longue.

Ces flux scolaires correspondent dans l'ensemble aux besoins patronaux en main d'œuvre tels que le VII° plan les avait exprimés. »

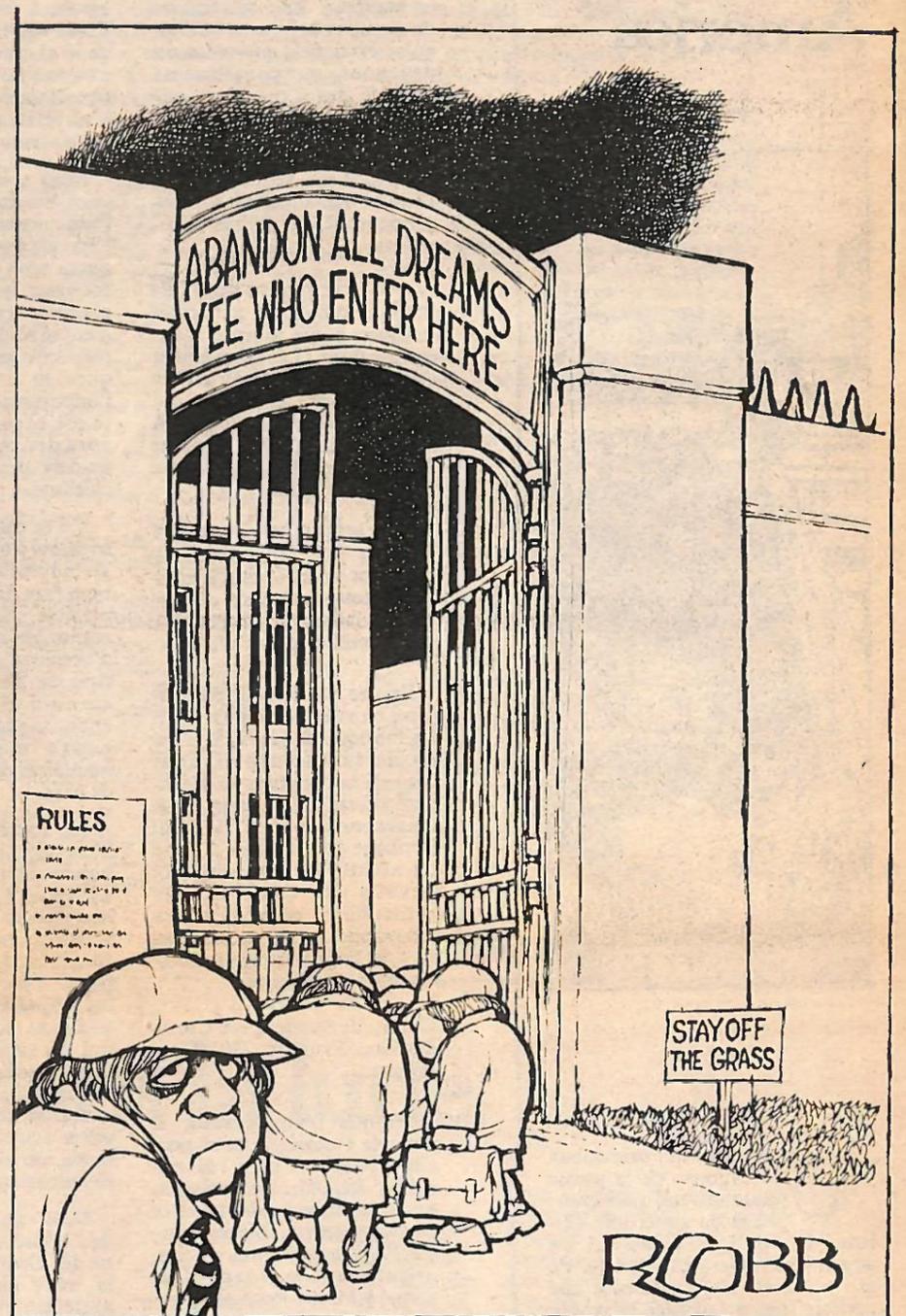
L'école française, le collège français doivent, au sens de « devoir » former des chômeurs, former des ouvriers déqualifiés, former une grande masse de petits techniciens, former enfin une minorité de cadres universitaires supérieurs. C'est comme ça. Monsieur Christian Beullac, habile, tourne la chose autrement. A une question de Bruno Frappat (*Le Monde* du 14/9/78): « Pensez-vous que l'enseignement français a sa part de responsabilité dans l'aggravation du chômage ? » il répond :

« ...Réduire le nombre des élèves qui sortent du système scolaire sans aucune formation, c'est là une exigence de justice, mais c'est aussi une nécessité économique. Un pays qui comme le nôtre, ne dispose pas de ressources naturelles ne peut survivre dans la tourmente économique actuelle que par la supériorité de son potentiel technologique, c'est-à-dire par la qualité professionnelle de ses ouvriers et de ses techniciens. »

A première lecture, c'est parfait. Mais en y réfléchissant, qu'est-ce que ça signifie ? Ça signifie que doit sortir du fameux « tronc commun » des CES le petit technicien pas sot qui, formé aux maths modernes et aux QCM (questions à choix multiples), saura sa vie durant appuyer sur le bon bouton au bon moment. Ça signifie qu'on aborde le problème de l'enseignement sur le plan du chômage et de son éventuelle résorption, mais en aucun cas sur celui de la culture à transmettre.

Les milieux gauchistes ont assez reproché à l'école de Jules Ferry, sous couvert d'alphabétisation et de nécessaire promotion sociale de l'individu, d'avoir été le lieu de fermentation de l'esprit nationaliste et l'engraisserie de chair à canon pour celles de 14 et de 39. Aux écoles Haby-Beullac, c'est le reproche inverse qu'il faudrait faire : celui de ne plus fabriquer aucun ciment qui pourrait donner aux jeunes - aux hommes - une raison d'être ensemble.

Les études n'exaltent plus. On n'apprend plus à raisonner, à rédiger. Presque tous les travaux des classes primaires consistent à remplir des cases ou à placer des croix au bon endroit. On ne découvre plus d'auteur, plus de siècle, plus de grand courant de pensée : jusqu'en 3°, on n'étudie que des mor-



« École d'État N° 1812 - Qui pénètre ici abandonne tout rêve » Dessin Ronald Cobb.

ceaux choisis, coupés de leur contexte, éloignés de la personnalité de l'écrivain. On a l'impression d'apprendre dans *Selection du Reader's Digest* !

La réussite aux examens ne motive plus : on connaît plein de diplômés chômeurs.

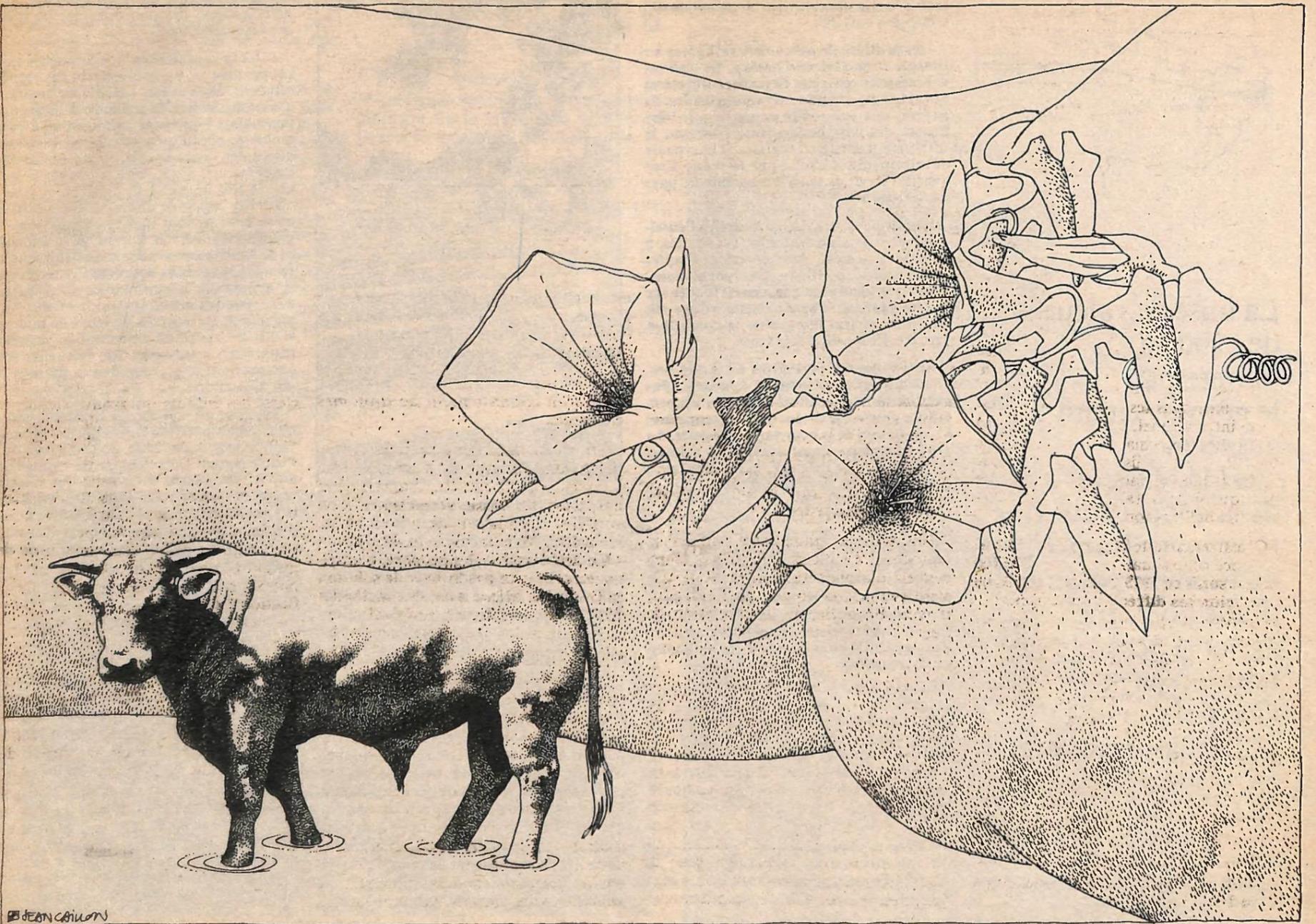
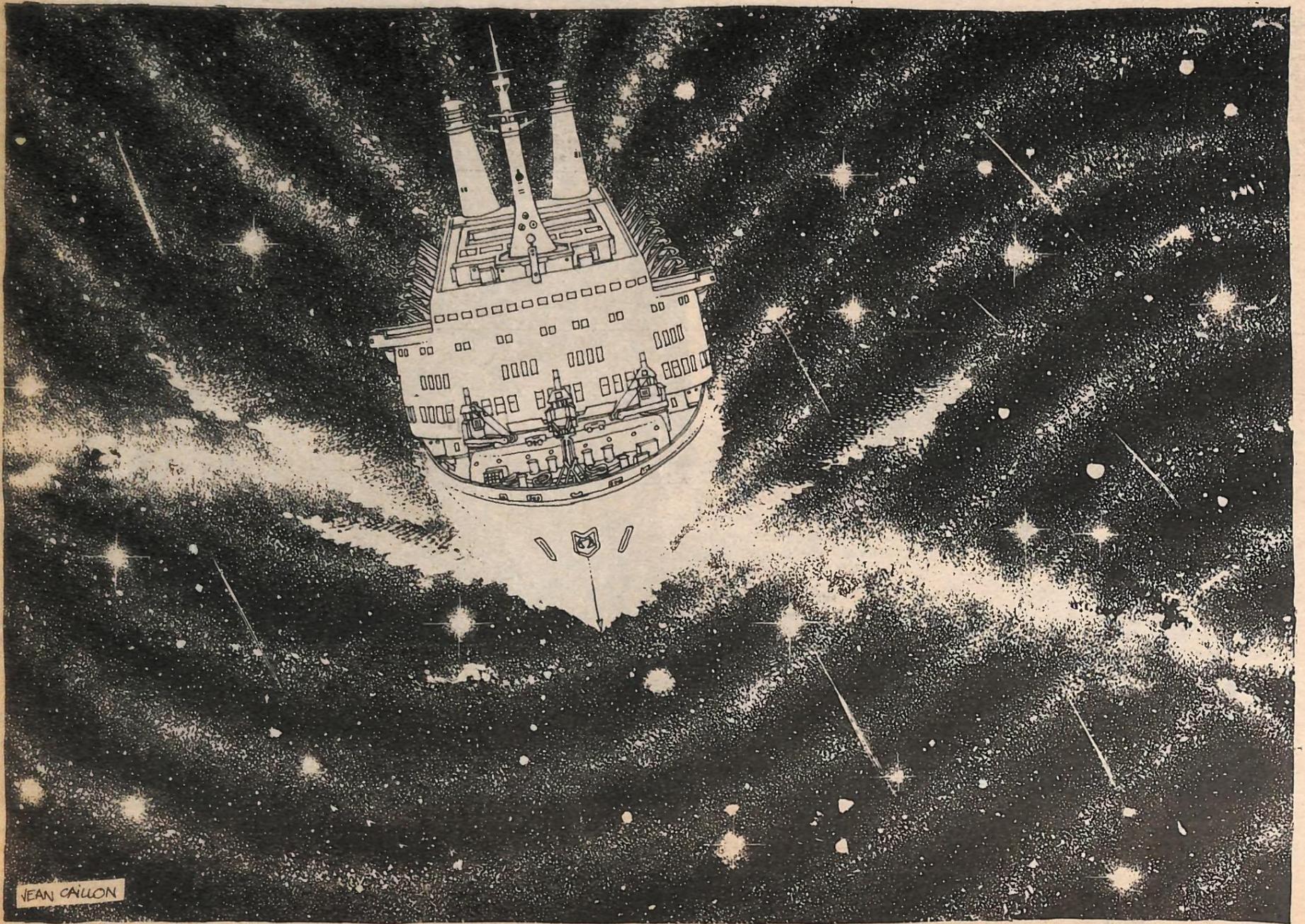
On va en classe tout de même. Par obligation. Par espoir ? Certains profs y croient encore un peu, tentent, chez eux, dans leur classe de transmettre un souffle, un plaisir de vivre et de connaître. Mais même ceux-là disent : « La détérioration des rapports d'enseignement ne peut pas trouver de solution individuelle. Même avec des méthodes différentes, meilleures, originales, on ne résoud ni les handicaps socio-culturels ni le problème fondamental. »

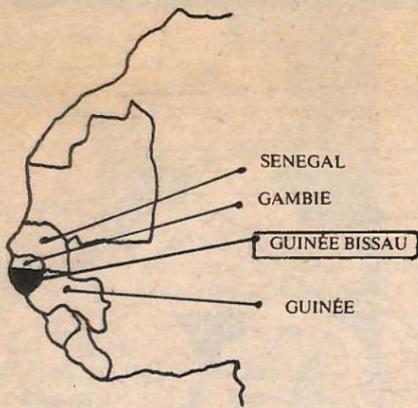
La machine continue de tourner, institution vide qui se survit à elle-même, avec ses règles, sa discipline, sa hiérarchie. Tout cela me fait penser à un roman de science fiction lu naguère. Après une guerre atomique, un groupe de voyageurs parvenait à une grande ville prospère... en apparence : toutes les fonctions sociales, police, administration, continuaient de marcher, robotisées, et les voyageurs devaient se heurter à elles pour avancer. Pourtant, la ville était vide, tous ses habitants morts.

Nos grandes institutions robotisées survivront-elles encore longtemps à la culture occidentale moribonde, remplacée par le gigantisme industriel ?

Qui se révoltera la première ? La classe des enfants qui trouve elle-même ses religions où elle peut, dans la moto, dans la musique, dans la drogue et qui sait désormais que l'« humanisme » qu'on prétend encore lui enseigner à l'école ne correspond plus qu'à de très, très vieux mensonges ? Ou bien la classe des enseignants qui ne peut plus se cacher qu'on fait d'elle une troupe de guignols chargée de prononcer des phrases sans suite, des mots sans signification ? Cette classe des enseignants a conscience d'entretenir une structure vide qui, n'ayant plus rien à transmettre de la culture autour de laquelle elle avait initialement été bâtie, ne transmet plus que des formes vides, mais répressives, qui font encore barrière entre l'enfant et sa propre réalité humaine, entre lui et la réalité de l'autre, faisant bouillonner en lui toute l'agressivité que les sociologues et la police appellent : violence.

Isabelle Cabut ●





La mise en valeur de 1200 ha donnés par le gouvernement guinéen, c'est la réussite de la coopérative de Domingos Ramos, un exemple concret d'une politique agricole possible pour un pays « en voie de développement »

Ancienne colonie portugaise, la Guinée Bissau est un petit pays africain indépendant depuis 1973. Cette indépendance, arrachée à la suite d'une longue guerre de libération menée par le PAIGC (Parti africain pour l'Indépendance de la Guinée Bissau et les Iles du Cap Vert) constituait une étape redoutable pour ce pays de 800 000 habitants : la situation, héritée du colonialisme, n'était pas enviable.

Des milliers de personnes réfugiées au Sénégal et en Guinée Conakry, les nations voisines; des centaines de milliers d'hectares dévastés ou abandonnés pour cause de guerre; une économie pervertie par l'influence des pays occidentaux. Pourtant, le revirement est spectaculaire et le type de développement choisi par le jeune Etat pourrait servir de modèle à nombre de pays du tiers-monde.

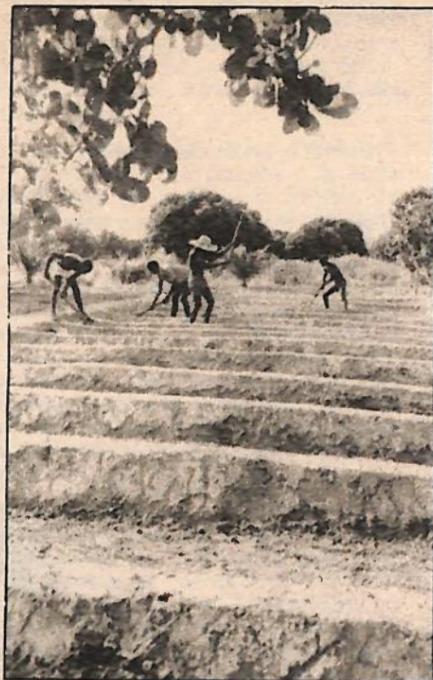
Socialement, priorité est donnée à l'enseignement et à l'alphabétisation des adultes, à la santé également, deux domaines adaptés aux besoins spécifiques des populations. Quant à la ligne politique, elle est fondée sur la démocratie à la base : chaque village élit un comité chargé d'organiser la production agricole, l'éducation et la santé.

Economiquement, l'effort est centré sur l'autosuffisance alimentaire nationale. Pas question de monoculture destinée à l'exportation, pour obtenir des devises permettant l'importation de la nourriture nécessaire. La production agricole est axée sur les cultures vivrières et pour l'élevage, le fumier tend à remplacer l'engrais acheté. Tout est mis en oeuvre pour inciter les gens à retourner à la terre ou à ne pas la quitter, aussi voit-on en Guinée Bissau, contrairement à ce qui se passe dans bien d'autres pays du Tiers-Monde, des anciens soldats et des jeunes chômeurs, obtenir collectivement des terrains et des semences. Une partie, secondaire, de la production, est destinée à l'exportation (cane à sucre, arachide) afin de financer les investissements d'une technologie de transition.

La coopérative constitue un petit village. Aujourd'hui y vivent 117 coopérateurs et 30 enfants qui ne sont pas encore en âge de scolarisation. Par coopérateurs il faut entendre hommes et femmes mais aussi les enfants scolarisés qui participent à la production; ce qui fait, quand on sait que le coopérateur le plus âgé a 45 ans, une moyenne d'âge assez jeune.

Autour des bâtiments centraux, le village s'est construit en 5 unités (ou sections) se répartissant sur le terrain de la coopérative.

Chaque unité composée de familles et de célibataires est spécialisée dans une des activités de la coopérative et en est responsable. Une fois par mois, une Assemblée Générale rassemble tous les coopérateurs : là sont discutés les problèmes et la planification du mois suivant. Deux fois par mois, le Conseil d'administration se réunit pour



faire le point et chaque membre du C.A. répercute les informations et décisions sur chacune des 5 unités.

La vie quotidienne

La journée du coopérateur se déroule la plupart du temps aux champs. Il travaille 5 jours et demi par semaine à raison de 8 heures par jour, réparties ainsi : 6 H 30 pour le travail productif et 1 H 30 le soir pour les cours d'alphabétisation ou de gestion, le temps de l'enseignement faisant partie du temps de travail. Pour assurer ces cours, on part du principe d'Amilcar Cabral que « tous ceux qui savent doivent enseigner à ceux qui ne savent pas ». Ainsi, les coopérateurs selon les cas sont enseignants et enseignés. Les cours portent sur tout : au delà des cours d'alphabétisation, d'agriculture, de gestion, de santé, on discute de ce que chacun sait : musique, sport, artisanat,

etc. Cinq enseignants responsables de l'école coordonnent ces activités du soir. Ils se partagent à tour de rôle les deux classes des enfants des coopérateurs et des enfants des villages avoisinants. Chaque classe fonctionne moitié de temps aux champs, moitié en travail théorique. C'est pour cette raison que les enfants scolarisés qui participent obligatoirement à la production sont considérés comme des coopérateurs, de même que les enseignants.

C'est là la caractéristique principale de la coopérative : il y a évidemment des responsables et des services spécifiques centraux, mais tout le monde participe à la production. Ainsi l'infirmier : il organise le poste sanitaire, consulte et soigne régulièrement, donne des cours le soir, forme trois autres coopérateurs, mais dans la journée si quoi que ce soit nécessite sa présence, il faut le chercher dans les champs. De même les cuisiniers : ils sont quatre responsables, de permanence chacun durant deux semaines avec trois autres personnes (homme et femme). A ces trois coopérateurs de service, ils apprennent la cuisine tout en préparant avec eux les repas du midi et du soir, organisent le transport du repas du midi sur le lieu de travail où déjeunent les coopérateurs, font la vaisselle. Tous les repas sont communautaires, le midi aux champs, le soir à la cantine.

Le repas du soir terminé, chacun fait ce qu'il veut : pour certains c'est la soirée en famille ou avec des amis, pour d'autres c'est l'entraînement dans l'équipe de football qui dispute des matchs avec les autres villages; pour les jeunes c'est souvent le moment d'aller danser dans d'autres villages, ou d'écouter de la musique ou de répéter dans le groupe de théâtre, préparant l'une des nombreuses fêtes qui ponctuent la vie de la coopérative.

Favoriser les échanges

Fêtes et sports créent des liens avec les autres villages, tout comme le forgeron qui répare les outils. C'est ainsi qu'un des anciens du village voisin de Torojo est devenu membre honoraire du Conseil d'administration de la coopérative. Mais c'est surtout le petit commerce qui favorise les échanges : échange des oeufs contre du tabac pour l'instant, bientôt ce sera la vente de légumes; et déjà est prévue à Domingo Ramos, la création d'un petit centre commercial sur la route de Bissau à Bafata, un magasin du peuple où les populations avoisinantes pourront venir s'approvisionner.

ner en produits de la coopérative ou importés de Bissau, et vendre leurs récoltes et leurs produits artisanaux.

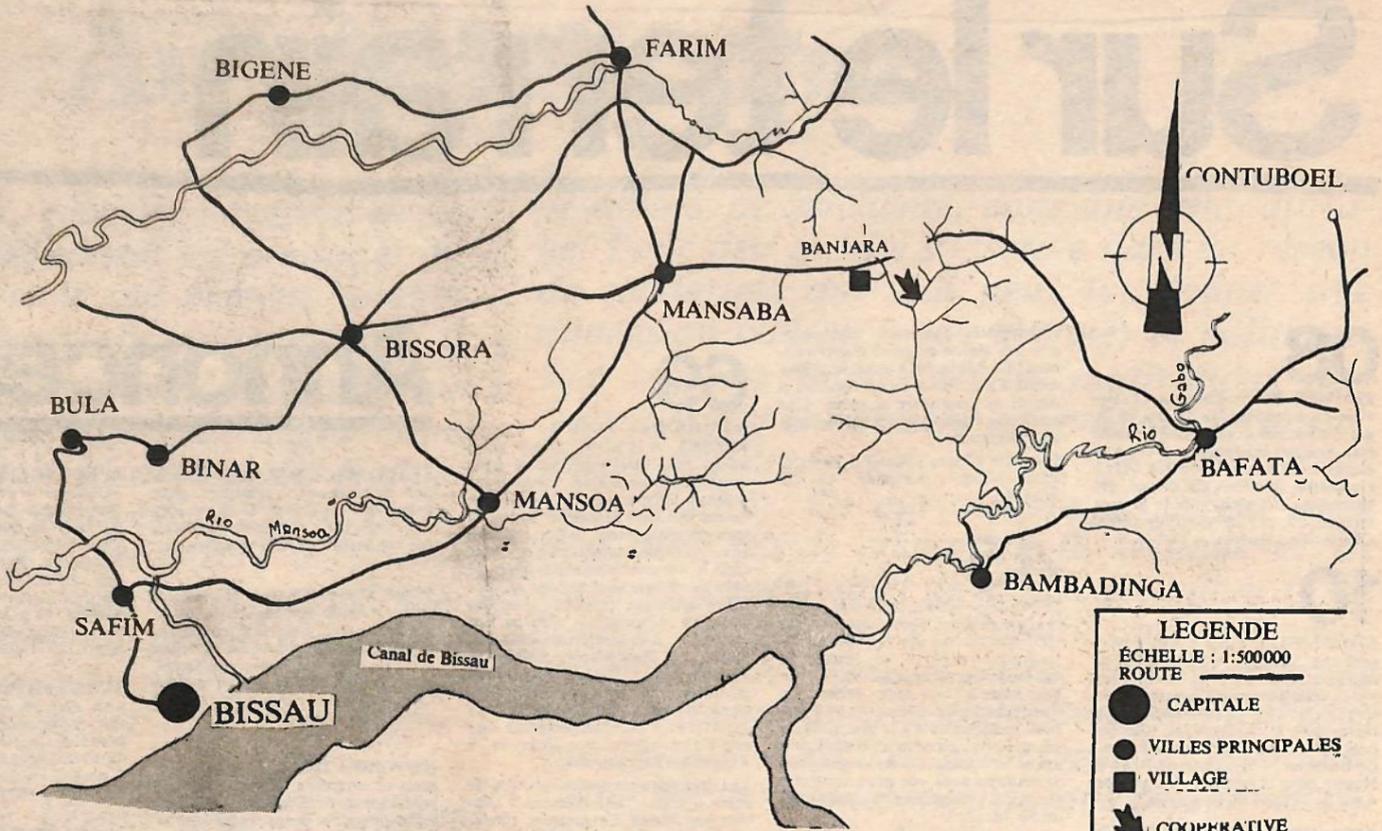
Des résultats impressionnants

Le développement de la coopérative en deux ans n'est pas spectaculaire. Mais si l'on tient compte que les coopérateurs sont partis d'un terrain vierge, que tout a été fait avec les seuls moyens traditionnels, le résultat est impressionnant. En ce qui concerne les constructions réalisées en paille et argile : 33 cases d'habitation, 1 salle pour les jeunes, 1 cuisine et 1 réfectoire pour 150 personnes, 1 hangar-réserve, 1 poste d'infirmier, 1 bureau administratif, 1 basse-cour et une porcherie. Quant à l'agriculture, les coopérateurs ont plantés 20 ha de riz 5 ha de canne à sucre, 1 ha d'arachide, plus de 1000 m² de manioc, 600 orangers, 4000 papayers, 6000 pieds d'ananas, 7000 bananiers, 2500 pieds d'acajou. Seul l'élevage n'a pu être développé, faute d'argent pour acheter des bêtes : 8 vaches laitières, 6 porcs, 2 moutons et une centaine de poulets.

Mais des difficultés

Il ne faudrait pas se faire une image idyllique de la coopérative Domingo Ramos et penser que tout est pour le mieux. De nombreuses difficultés tant dans les relations humaines que dans la mise en œuvre pratique, sont à résoudre quotidiennement. Après l'enthousiasme des premiers temps, il a fallu se confronter à la réalité des motivations et des comportements des différents coopérateurs. Pour bon nombre des anciens combattants, membres des FARP, la coopérative devait être un peu le lieu de repos du guerrier : ayant combattu durement pendant de longues années dans la brousse, ils estimaient que, la guerre finie, ils avaient droit à certaines récompenses et à certains égards de leurs concitoyens.

Ainsi, les conflits n'ont-ils pas manqué de se faire jour entre ces anciens combattants et les émigrés qui eux avaient en connaissance de cause fait le choix d'une expérience difficile en vue de la reconstruction nationale. De même la cohabitation n'a pas été facile entre ces émigrés et les jeunes



Coopérative Domingo Ramos, carte de situation en Guinée Bissau

chômeurs de Bissau qui avaient pour survivre, lors de la période coloniale, la profession de cireurs de chaussures. Pour ceux-ci la coopérative était le lieu où il serait possible de gagner tout de suite un bon salaire.

Non seulement la coopérative était loin de leur assurer autre chose que la nourriture, mais en plus exigeait d'eux une régularité dans l'effort et les horaires, ce qu'ils n'avaient jamais connu dans les rues de la capitale. Très rapidement, une contestation s'est produite contre les émigrés habitués au travail régulier en Europe. Enfin, pour tous le manque de résultats immédiats (défrichage long et fastidieux puis attente des premières récoltes) fut un sujet de découragement. C'est ainsi que parmi les premiers coopérateurs, un nombre important quittèrent la coopérative au bout de quelques temps.

Si les relations avec les villages avoisinants sont bonnes, il est difficile de'affirmer des relations avec les propriétaires terriens guinéens, à cause du boycott quasi systématique venant de la part de ces propriétaires. Lors de l'indépendance, le gouvernement guinéen n'a aucunement touché aux propriétés privées existantes. Celles-ci continuent leur exploitation avec leurs

propres moyens. C'est ainsi que les propriétaires terriens possèdent leurs camions pour transporter le produit de leurs récoltes. Le problème est qu'il n'existe pas de sociétés de transport et que l'Etat ne possède pas les moyens d'assurer le transport des récoltes.

ve peut être un élément de changement pour les populations rurales qui suivent avec intérêt le développement de la coopérative mais qui ne changent leurs habitudes et leur coutumes que sur des réalisations concrètes qui ont fait leurs preuves.

L'autorité souveraine de la coopérative Domingo Ramos est l'assemblée générale qui se réunit très régulièrement, fait la critique de ce qui a été entrepris et réalisé, décide des orientations, des priorités, des investissements, de l'organisation de la coopérative, élit les membres des commissions et les responsables qui doivent régulièrement rendre compte de leurs activités. Rien d'important n'est fait sans la décision de l'ensemble des coopérateurs. Aucun responsable ne peut agir bureaucratiquement et s'octroyer un pouvoir personnel, il est sous le contrôle quotidien et permanent des coopérateurs qui développent ainsi le sens du pouvoir collectif à la base.

L'organisation de la coopérative transforme le rapport homme-femme. Bien sûr on est loin encore d'avoir changé fondamentalement les rapports de domination : une résistance profonde existe chez les coopérateurs, surtout ceux d'origine musulmane, et chez les femmes elles-mêmes. Par exemple, ce n'est qu'au bout de 18 mois qu'il fut possible de faire admettre que des hommes participent au travail de la cuisine

Cependant, progressivement, des changements apparaissent dans les comportements : aujourd'hui, dans les assemblées générales, les femmes ne se contentent plus de rester debout au fond de la salle, elles prennent également la parole. De plus les status de la coopérative font que hommes et femmes ont des droits et des devoirs égaux quant aux tâches de production et de services et quant aux responsabilités : autant de femmes que d'hommes dans le conseil d'administration et les responsables de commission. Le partage des responsabilités entre hommes et femmes a d'ailleurs toujours existé dans le PAIGC qui a formalisé cette pratique.

Sortir de l'isolement

Il est aisé de comprendre l'intérêt que porte le gouvernement guinéen à cette expérience. Il l'a favorisé en donnant le terrain, mais malheureusement, il lui est impossible de faire plus et son seul soutien maintenant est politique. La coopérative, comme le gouvernement, a besoin de l'aide internationale. L'aide souhaitée et nécessaire est difficile à trouver, car elle doit être totalement désintéressée. Elle doit permettre l'achat d'outils simples (outils de labours tractés par des boeufs, arrosoirs, tuyaux), de biens d'équipement (vaisselle, bottes, imperméables, bicyclettes, etc.), de moyens de transport (camion, Land-Rover). L'aide souhaitée n'est pas un investissement rentable pour ceux qui investiront. En fait, l'aide ne peut être qu'un acte politique. Un lien devrait s'établir entre les coopérateurs de Domingo Ramos et tous ceux qui en France et en Europe luttent pour créer de nouvelles manières de vivre.

solidarité concrète

La coopérative Domingo Ramos doit s'équiper de toute urgence d'une Land-Rover pour le transport des malades et pour ses approvisionnements. En plus elle doit acheter 20 paires de boeufs et les outils de labour correspondants : coût de l'opération 138 000 FF.

Envoyez votre soutien financier à l'Action pour la Jeunesse du PAIGC, 46 rue de Vaugirard 75006 Paris, avec la mention « coopérative Domingo Ramos ».

Des nouvelles de la coopérative vous seront envoyées régulièrement.

Et si vous êtes de passage à Paris, passez donc au restaurant le Port de Pidjiguiti, tenu par des émigrés guinéens qui, tout en vous en faisant déguster la cuisine guinéenne, vous parleront de la Guinée Bissau et de la coopérative Domingo Ramos. Pour une fois que vous saurez où vont les bénéficiaires, n'hésitez pas. Ils vous attendent 28, rue Etex 75018 Paris, métro Guy Moquet.

Il est donc obligatoire de passer par les propriétaires de camions. Et c'est là que se produit le boycott. Pour les coopérateurs, il s'agit de se mettre d'accord avec un de ces propriétaires pour assurer le transport des récoltes et ce au prix fort : la moitié des marchandises (ou sa valeur) transportées. Encore faut-il que le camion arrive. Lors de la dernière récolte de canne à sucre, malgré les promesses faites aux coopérateurs par un transporteur, un seul camion est passé. La canne à sucre ayant été coupée pour la date convenue, il a fallu, pour ne pas perdre la récolte, ensemercer ce qui restait. Résultat : un demi-camion de canne à sucre vendu...

Le manque de transport est une des difficultés majeures de la coopérative. Il grève lourdement le budget lorsqu'il s'agit de faire venir des marchandises (semences, nourriture, médicaments, outils, etc) et il pose de sérieux problèmes de sécurité : pour les accidents et les malades graves, il est souvent très difficile de rejoindre à temps l'hôpital le plus proche.

Les mentalités changent aussi

La coopérative peut entraîner à long terme des changements profonds dans la société guinéenne, dans l'instauration de nouveaux rapports sociaux de production. Durant la guerre, le PAIGC a bien essayé de changer les rapports sociaux mais il s'est heurté à l'organisation traditionnelle soit hiérarchisée soit gérontocratique des tribus. Peu de choses ont changé à ce niveau dans la population. L'organisation de la coopérati-



F. Charbonnier

Sur le terrain

08

FEMMES. Passez donc par Charleville en octobre: du 23 au 28 le groupe femmes organise une semaine rien que sur les femmes, avec une exposition permanente à la MJC-Gambetta, des films, des débats, des chansons, etc. Contacter le groupe femmes 27, rue de Montjoly 08000 Charleville-Mézières.

10

NOGENTAIS. Eds s'active à Nogent sur Seine. L'enquête d'utilité publique est prévue pour octobre, les lignes téléphoniques s'installent, les terrains sont sondés. Pour réagir rapidement et efficacement, tous les écolos sont invités à contacter Suzanne Berthier, 7bis route de Bray à Nogent pour la création d'un groupe Amis de la Terre du Nogentais.

ATLANTIDE SUR AUBE. Dans le but de populariser notre lutte et de nous procurer quelques modestes moyens financiers, nous avons publié une plaquette sur le Réservoir-Aube. Celui-ci s'il est réalisé détruirait 3 000 ha de forêt et amputerait une certaine d'exploitations agricoles. De plus, son eau servirait à alimenter en réfrigérant les tours de refroidissement de la future centrale nucléaire de Nogent sur Seine. Acheter cette plaquette, c'est bien sûr s'informer mais aussi nous soutenir. Envoyez 3,00 F. et une enveloppe timbrée aux Amis de la Terre, 3 rue de la Cité, 10 000 Troyes.

13

LES AMIS DE LA TERRE de Marseille tiendront leurs permanences tous les samedis après-midi de 15 H à 19 H au n° 13, rue de la Cathédrale à Marseille 2ème.

17

AUTOREDUCTION. Nous aimerions créer un groupe d'autoreduction 15% Eds sur La Rochelle et ses environs. Contacter «Le Pigeon Voyageur», 26 rue de l'Escalier, 17 000 La Rochelle.

29

NUCLEAIRE. Une centrale risque de menacer la côte en face du pays bigouden à Plogoff. Que tous ceux et celles qui ont envie d'en discuter viennent le mercredi 27 septembre à 20h30 au Penty Bar à Plouneou Lanvern. Le CRIN bigouden.

33

MARCHE ANTI-NUCLEAIRE. Pour protester contre le passage de lignes à très haute tension dans l'Entre-Deux-Mers et contre la centrale de Braud-Saint-Louis, une marche aura lieu le 1^{er} octobre et suivra le tracé supprimé des lignes. Départ à 9h de Saint-Lambert, à 10h de Montusson, à 11h de Pompignac et à 12h repas à Fargues Saint-Hilaire. Contact : Ecologie Entre-Deux-Mers, Hameau de Perrin, 33 370 Tresses. Tél. : (56) 30 55 89.

42

LOIRE ECOLOGIE. Le mouvement écologique roannais tient à faire savoir qu'il diffuse la revue «Loire-Ecologie» dont le premier numéro est consacré au barrage de Villerest; il diffuse aussi des bulletins et autocollants et le livre «La Loire défigurée». Daniel Fayet, Résidence Soleil Levant, 42300 Riorges.

43

LA GREVE AU LYCEE LA FAYETTE BRIOUE. Ce jeudi 21 septembre, premier jour de grève pour le rétablissement de deux postes de surveillants au lycée La Fayette, a été marqué par une forte participation des personnels.

Réunis en assemblée générale, les grévistes ont examiné tous les problèmes de surveillance, de sécurité et de pédagogie qui en découlent. A l'unanimité, ils ont dénoncé l'absurdité et l'insuffisance du barème ministériel qui prévoit entre autre un surveillant pour 300 élèves externes dans un établissement aussi vaste que le lycée La Fayette.

L'assemblée Générale, constatant que son action de grève d'avertissement du 8 juin 1978 pour le même motif n'a abouti à aucun résultat, a décidé de poursuivre la grève. Une audience urgente auprès du Recteur a été demandée.

Contacts : Sgen, Lycée La Fayette, Plateau Saint Laurent, 43 100 Brioude.

45

RENTREE. «Lutte pour une information réelle», association loi de 1901 qui diffuse des enveloppes de contre-informations, se réunira le mercredi 4 octobre à 20h30, 10 rue Jean Macé à Tours pour : rechercher l'aide de quelques nouveaux militants indispensables à la poursuite de ses activités ; réorganiser la diffusion après les vacances d'été. Nous vous attendons avec vos propositions. Contacts : téléphonez à Jean-Paul au 52 18 62.

50

HISTOIRE DE FOU !! Robin, un agrobiologiste anarchiste, est arrêté sans publicité, pour ses opinions, en décembre 1974. Conduit en prison (il ne figurera jamais sur le registre d'écritures), on lui propose comme porte de sortie une «petite opération à la tête». Après deux mois et demi il est relâché mais poursuivi... pour «usage de drogue». Jugé en correctionnelle en Octobre 1975, on l'accuse et le ministère public lui offre l'aide judiciaire afin d'intenter une action en dommages et intérêts. Cette semaine la Cour de Cassation (tout en jugeant la demande irrecevable) a fixé la date où l'affaire passera à huis clos et sans appel, vendredi 20 octobre. S'interrogeant sur la prétendue non recevabilité de la demande, des Coutançais prévoient une après-midi de débats le 20 septembre à partir de 15 H. Pour tout contact : Robin, la Jupinière Monthuchon 50 Coutances.

ENERGIES DOUCES. Les personnes intéressées par ce genre de bricolage peuvent contacter Dominique Micoud 1, rue Valvidemesle 50000 Saint-lô.

51

ET COOPETERA. Le local de la coop bio de Chalons-sur-Marne est retapé et propose des discussions sur l'avenir de la coop. J. Sesti, tél. : 69 67 91.

66

MOUVEMENT POUR L'INFORMATION ECOLOGIQUE. Un nouveau mouvement est en train de se créer. Il s'agit du Mouvement pour l'Information Ecologique (MIEC). Ses buts sont : l'information écologique massive des populations (éditions de tracts, créations d'affiches, de montages audio-visuels, conférences, réunions) ; création d'un «réseau de militants» destiné à diffuser les réalisations du MIEC et à «créer» de nouveaux tracts, affiches, etc. Dans le MIEC, tout le monde sert à quelque chose. Pour vivre et pour éditer ses réalisations, le MIEC a besoin de soutien, y compris financier. Ecrivez-nous et adhérez : membre adhérent, 30 F., membre actif (faisant partie du réseau) : 50 F. Tous les dons sont acceptés. Chèque bancaire, mandat, CCP à l'ordre de F. Sanfilippo, 1079-18 Marseille. Mouvement pour l'Information Ecologique, 9, La Clapère, 66 230 Prats de Mollo.

67

REVEILLEZ-VOUS. Argh ! La rentrée est là ! C'est pas le moment de laisser tomber, les copains. Pour qu'une coordination se fasse en vue de la création d'un comité d'action lycéen sur Strasbourg et environs, envoyez-nous propositions, idées et contacts à Yves, Uss'm Follik (journal de contre-info alsacien), 101 grande rue, 67 000 Strasbourg.

GRUPE ECOLOGIQUE D'OUTRE-FORET: assemblée plénière le 29 sept. à 20h au 59, rue Principale-67250 Lobsann tel 80 42 08. Sous sa forme actuelle le Groupe existe depuis quelques mois. Plusieurs commissions fonctionnent : santé, agriculture bio, alimentation, animation culturelle, antinucléaire, énergies douces. Objectifs : informer, se former, expérimenter.

69

SOLIDARITE AVEC LE TIERS MONDE A LYON. Nous vous adressons cette lettre pour vous demander de nous aider : nous organisons à Lyon une manifestation en faveur du Tiers Monde et contre le sous-développement. Si l'on considère ce qui compte en politique c'est la vie quotidienne des gens, le sous-développement est bien un problème politique essentiel. Pourtant certaines informations n'en parlent jamais et n'en parleront peut-être jamais. Le Tiers Monde crève, tout le monde s'en fout. Nous avons décidé de réagir et nous invitons tous ceux qui se préoccupent de ces questions à manifester pour une politique moins scandaleuse à l'égard des pays pauvres.

Les organisateurs ne donnent pas de mots d'ordre précis, laissant à chacun une liberté d'expression totale. C'est à chaque groupe de présenter son analyse, à chacun de dire ce qu'il pense. Cette diversité n'est pas un handicap, c'est un atout : il est urgent de se rassembler sur une question aussi importante.

Pour marquer notre solidarité avec les peuples du Tiers Monde, et pour montrer que vraiment on ne s'en «fout» pas, la manifestation se terminera par un bol de riz (l'argent recueilli allant naturellement aux associations qui travaillent pour le Tiers Monde).

Elle aura lieu le mercredi 27 septembre à 18h30, départ prévu Place de la Comédie, mais nous attendons encore l'autorisation de la police pour manifester rue de la République à Lyon.

73

LA MARGE. L'association communautaire savoyarde «La Marge» vous informe qu'elle vient d'ouvrir une coopérative biologique: vous pourrez acheter des produits bio provenant le plus possible de producteurs locaux, ce tous les jours au 5, quai Bayard à Chambéry. AG le 30 septembre petite salle des Allobages 14 H. Nous faisons la récupération du papier et du verre et avons besoin d'informations sur des recycleurs de papier et de verre. Nous aimerions aussi avoir des renseignements sur le moteur à gaz (butane, propane, gazogène, méthane), ainsi que la régénération de l'huile de vidange. Enfin, nous rappelons que notre service librairie rouvrira début octobre, tous les après midi au 47, rue d'Italie à Chambéry. Association communautaire savoyarde «La marge» 47, rue d'Italie 73000 Chambéry.

83

RADIO LIBRE vient de se créer dans l'aire toulonnaise sous le nom de Radio-Trottoir qui émet tous les vendredis à 21h et tous les dimanches matins à 10h sur 101 Mhz en FM. GB, boîte postale 3028. 83059 Toulon cédex.

95

BORDS DE L'OISE. Une rencontre ouverte à tous les écolos de l'Oise ou des bords aura lieu les 7 et 8 octobre chez Monique Steenhout : 1, chemin de l'Etang à Clermont. Prévenir pour organiser l'hébergement et la nourriture en téléphonant au 450 06 70. Cette rencontre servira à voir tous les moyens de faire quelque chose par chez nous.

58

L'ATELIER LIBRE DE NEVERS. tiendra son assemblée générale ordinaire le vendredi 29 septembre 1978 à 20h au centre social du Banlay, boulevard St Exupéry (en face de l'Ecole Normale). Il sera discuté du ciné-club, des manifestations artistiques prévues, des cotisations (il le faut, malheureusement !), de l'organisation de week-ends écologiques, folks, pacifistes, etc. On vous attend pour qu'il se passe «des choses» à Nevers. L'Atelier Libre de Nevers, 4bis rue Charles Roy, Bat. D, n°55, 58 000 Nevers.

BELGIQUE. Les Amis de la Terre changent d'adresse : 27 rue du Marché aux Herbes, 1000 Bruxelles. Tél. : 511 29 99. Permanences tous les matins de 9h à 12h.

Annonces

STAGE MACRAME, pour confection de suspension, ceintures, pan-neaux, le week-end du 21-22 octobre dans une ferme. Contact : Secotine, rue des Arches, 42 600 Montbrison.

POUR INCAPACITE D'HUMEUR entre chèvres et chasseurs, nous vendons au plus vite jeune troupeau : douze bêtes de race corse dont un bouc de trois ans, trois chevrettes, huit chèvres de deux ans et moins. Chris et Pat, Roc d'Asquiers, 11 360 Albas. Tél. : (68) 45 93 90.

HISTOIRES D'ELLES existe toujours et reparaitra dès octobre. Les permanences de la rédaction ont lieu le mardi soir et mercredi après-midi au 7 de la rue Mayet (7°). Tél. : 566 79 16.

LOGEMENT. Deux nouveaux profs perdus dans la campagne picarde cherchent à louer F2 ou F3 ou à partager maison sur Abbeville et environs. Contacter Serge Orst, collège de Gamache ou Roland Mouglin, Collège de Crécy-en-Monthieu

POTERIE. Y a-t-il des potiers autour de Bourges qui pourraient m'accueillir de temps en temps pour que je travaille de la terre. Tisser, j'aimerais aussi (je paierai si nécessaire). Martine Poirier 19, rue Cour-salon. 18000 Bourges.

SPECTACLES. L'Association «Confiture» présente Jacques De-bronchart le samedi 30 septembre à 21 H salle des fêtes d'Aniay-le-Château (entrée 20 F ou 16 F pour les adhérents). Buvette et crèche assurées. Et probablement, l'An 01 de Gédé et le clown atomique Kergrist. Association «Confiture» Moulin de Paris. 02000 Merlieux tel : (23) 22 17 09.

STAGE SHIATSU, technique de soin, détente, équilibre énergétique, moyen de communication, s'apprend en stage dans une ferme à 800 M d'altitude (5 jours, 300F) du 28 au 1 novembre. Contact : Secotine rue des Arches 42600 Montbrison.

ELEVAGE BIO en Cévennes cherche personne pouvant s'occuper de quelques chèvres fin septembre-début octobre. Nourrie, logée. La Bézarade, Castagnols-Viala, 48 220 Pont de Montvert.

CHEMINOTS HOSTILES AUX ERS, vous pouvez vous prévaloir de la nouvelle consigne générale provisoire CGP-PS-24 B N 2. Info APRI, 12 rue des Noyers. Crisenoy 77390 Verneuil

L'AMOUR, HA ! Pour vivre mieux la froide saison, cherchez grand bonhomme qui aimera partager mon amour de la nature, des choses simples, de la vie, du rire, mes rêves

de voyage vers l'Amérique Latine, l'Asie... ou tout simplement en Ardèche, en Haute Provence pedibus jambus...

Ecrire ou passer me voir : Maguy Prunaret, 102 avenue Victor Hugo, 26 000 Valence.

STAGES AUDIOVISUELS. Le groupe Audipradif (Pour une Pratique) organise deux stages de montages diapositives ou diaporama le 30 septembre et le 1^{er} octobre pour la partie prises de vues et prises de sons, puis le week-end suivant pour la partie montage (7 et 8 octobre).

Ces deux stages auront comme thèmes : «la vie marginale à Paris et ses différents aspects» désirant cerner à travers l'image et le son, le pittoresque et le quotidien, montrant ainsi les facettes journalières de la «vie» marginale dans la capitale.

Les frais d'inscriptions pour les deux jours sont de 200 F. Pour le stage diapos, il est nécessaire d'acheter de la pellicule que nous faisons développer immédiatement. Ainsi la somme citée plus haut sans être impérative, comprend tous les frais du stage. Le règlement de cette somme se fait en même temps que l'inscription soit par chèque soit en liquide.

Audiopradif, 14 rue de Nanteuil, 75 015 Paris. Tél. : 955 04 35 (avant 20h).

insurgés

JEAN-CLAUDE SCHRICKE a participé le 14 janvier à Lille à un renvoi collectif de 8 livrets militaires, en solidarité avec Philippe Ballenghien, insoumis à l'armée.

Condamné à 100 F d'amende avec sursis par le Tribunal Correctionnel d'Arras le 23 mai, il est de nouveau «invité» à se présenter devant la Cour d'Appel de Douai: le Ministère Public n'a pu accepter une peine aussi symbolique pour un tel crime !

Pouvons-nous compter sur votre solidarité active pour dénoncer cette collusion Justice-Armée qui pénalise ceux qui veulent exercer leur droit de pensée et d'expression; droit reconnu, dans son article 9 par la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des libertés Fondamentales le 4 novembre 1950 et que la France a ratifié le 3 mai 1974 ! Votre soutien peut s'exercer sous diverses formes:

1- Ecrire avant le 1er octobre à M. Le Président de la Cour d'Appel (procès J. Cl Schricke) place Charles de Pollichove 5907 Douai Cedex. Mentionner en tête de la lettre «Affaire J. L. Schricke». Envoyer un double pour l'avoca. au Comité de Soutien 187, rue d'Anhières Frais-Marais 59500 Douai. Dans cette lettre, on peut rappeler : qu'il s'agit d'un délit d'opinion, que la liberté de changer d'opinion est reconnue par la Convention Européenne des droits de l'homme, ratifiée par la France le 3 mai 1974, et exprimer son soutien de façon personnelle. Envoyez des télégrammes de solidarité le jour du procès au Président de la Cour d'Appel.

2- Renvoyer de nouveaux livrets militaires au Comité de Soutien ou prendre contact avec lui.

3- Nous envoyer de l'argent au ccp j. Basle 13 070 19 D Paris ou à l'adresse du Comité de Soutien. Mentionner : «Soutien à J Cl Schricke».

4- Participer nombreux à la manifestation que nous préparons pour cette période. Nous vous apporterons toutes précisions prochainement.

5- Venir nombreux à la Cour d'Appel de Douai le 5 octobre, afin de manifester massivement, «sans violence, sans insulte, mais avec beaucoup de bonne humeur» selon le souhait de Jean-claude, notre solidarité.

D'avance merci ! Pour le Comité de Soutien. J. Basle.

LE CLO DE LILLE reprend ses activités, se réunira le jeudi 28 septembre à 20 h, 51 rue de Gand à Lille. Tous les mercredis soir, au même lieu, de 18 à 20 heures, les objecteurs

tiendront une permanence. Le CLO de Lille se propose de coordonner les différentes luttes antimilitaristes : refus de l'impôt, renvois de livrets, insoumis totaux. Prenez contact.

FETE DES INSOUMIS. Le 1er octobre à partir de 10 H, au centre Pierre Voldo le groupe Insoumission organisera une «fête des insoumis», musique, cinéma, bouffe. La formule est traditionnelle, mais on a gommé les lourdeurs militantes habituelles: ni tracts, ni slogans, ni débat, ni brochures. La fête quoi ! Dégustations, instruments de musiques et clowneries diverses bienvenues. Nous aimerions bien aussi y retrouver tous nos camarades insoumis perdus aux quatre coins de France et de Navarre. Groupe Insoumission ACLR 13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon Tel 36 30 67.

SOUTIEN A PHILIPPE GOSSELIN militant anarchiste, délégué syndical de Lisieux, a en fonction de ses convictions libertaires, refusé d'accomplir toute forme de service civil ou militaire. En conséquence, il a été incarcéré à la maison d'arrêt de Rennes, en attendant son passage devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de la Région militaire. Nous vous appelons à manifester votre indignation au TPFA Région Militaire de Rennes, et à soutenir Philippe en lui écrivant à : Philippe Gosselin Ecrou 8343. Cellule 3 RC Sud Maison d'Arrêt 56, bd Jacques Cartier 35000 Rennes.

Pour faire connaître la Gueule Ouverte, pour qu'elle s'ouvre encore plus vers les minorités de tout poil, demandez à la diffuser. Vous la vendez 5 F pièce et vous gardez 2 F pour vous ou votre groupe.

Vous pouvez aussi nous demander des

COMITE DE SOUTIEN AUX OBJOS vient de se créer chez François Fouqueray 4, place Gambetta. 78000 Versailles Tel : 953 24 95 Prochaine rencontre de travail le 10 octobre à 20 H au Centre 8, rue de la Porte de Buc, près de la gare des chantiers à Versailles.

f. CASTELLO objecteur dijonnais insoumis, repassera en procès le mardi 30 octobre à 14 h au TGI de Dijon. Jugé une première fois par défaut, il avait écopé de 15 jours de prison ferme.

Le groupe des objecteurs de Dijon vous invite à :

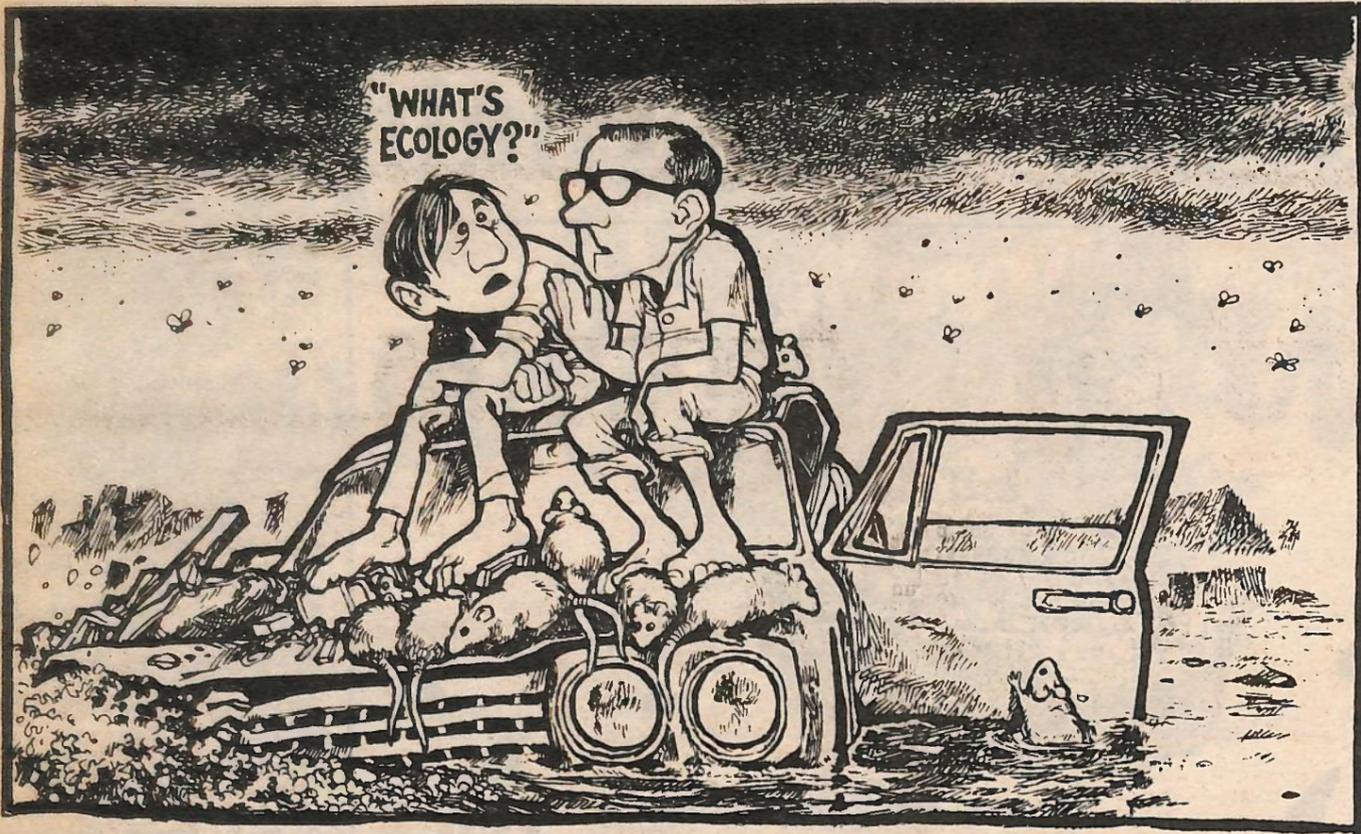
- ne pas vous rendre au procès, en dépit du talent des acteurs. Le fond et la forme de ce procès ne seront pas moraux.

- vous joindre à la mascarade costumée qui parcourra les rues de Dijon le même jour dans la matinée.

- faire la fête le lendemain soir à partir de 20 h au palais des Congrès avec «La Galvache». Trois forums auront lieu : le ba.ba de l'objection, la défense populaire, la réduction des impôts.

affiches, des tracts ou des anciens numéros pour la présenter.

Demandez les renseignements à Pierre, service diffusion, La Gueule Ouverte, St Laurent en Brionnais 71800 La Clayette.



« c'est quoi l'écologie ? » Dessin de Ronald Cobb.

Des journalistes qui dérangent

A mi-chemin entre le reportage, le roman, et la science-fiction, le nouveau journalisme n'est pas seulement un métier mais aussi un art.

B IEN sûr, les employés des petites rédactions de province qui font les chiens écrasés et les fêtes patronales ne s'en rendent pas compte, d'autant que la pression des patrons de presse est toujours très forte, même à Triouillis-les-Oies. Un journaliste ne dit pas souvent ce qu'il veut.

Hunter Thompson, lui, s'est débrouillé pour parler son propre langage, pour décider des thèmes de ses articles et pour s'envoyer lui-même en reportage. Il a eu de la chance : il faut dire que son journal, *Rolling Stone*, l'un des piliers de la contre-culture américaine - dont *Actuel* en France a pu être, un moment, le petit frère, et *Anti-rouille*, aujourd'hui, le petit cousin - lui a permis de faire éclater les cadres plutôt stricts de cette profession.

Et Hunter Thompson ne s'en est pas privé : il n'y a qu'à lire *Las Vegas Parano* pour s'en persuader. Voici la Bible de plusieurs générations d'américains, de ceux qui prennent leurs sacs à dos pour partir le long des autoroutes. De ceux aussi qui se font tuer à coups de carabine par l'Amérique puritaine d'*Easy Rider*...

Invraisemblable cocktail

Hunter Thompson a inventé le «nouveau journalisme», un style à mi-chemin entre le reportage, le roman, la science-fiction, le surréalisme, le délire organisé, la parodie et la franche rigolade. Un invraisemblable cocktail qui permet cependant de donner l'une des images les plus véridiques de cette Amérique aux multiples visages, exactement comme peut le faire, par exemple, un Ballard qui, dans *Crash* (Livre de Poche, N° 4933) et surtout dans *La foire aux atrocités* (Ed. Champ Libre, coll. Chute Libre), utilise la SF, en la détournant de sa vocation interplanétaire, pour peindre notre réalité. Hunter Thompson et Ballard se ressemblent, et le *Las Vegas* où nous entraîne Thompson pourrait bien être sorti tout droit des délires schizophréniques de l'auteur d'*IGH* (Ed. Calman-Lévy, coll. Dimensions).

En 1970, Hunter Thompson avait publié le premier best-seller du nouveau journalisme : au lieu de s'enfermer dans une biblio-

thèque d'université pour traiter de la délinquance en recopiant d'un œil distrait les ouvrages savants sur la question, il s'est évadé avec les Hell's Angels sur une grosse moto et les a suivis dans leurs équipées nocturnes. Il a vécu un bon moment avec eux, et est devenu l'un des leurs. Il a même failli y laisser sa peau. Pour écrire un grand livre publié aux États-Unis par Penguin Books : *Les Hell's Angels, la saga étrange et terrible des bandes de hors-la-loi à motocyclette*. Curieusement, le livre n'est jamais sorti en français.

Avec une sauvagerie extraordinaire, le nouveau journalisme révolutionne l'art du reportage : le narrateur ne reste plus étranger à ce qu'il voit, il devient acteur. Il parle de lui-même, il relate ses propres aventures en essayant toujours d'en saisir le côté le plus outré. C'est ce qui se passe dans *Las Vegas Parano*, une descente furieuse aux enfers du jeu, de la drogue, de la sexualité, de l'amour des grosses bagnoles et des courses de vitesse sur les autoroutes. Avec, en prime, la haine viscérale des flics et de l'autorité en tout genre.

Reportage presque fiction

Hunter Thompson est, à part entière, un écrivain de science-fiction. Et *Las Vegas Parano* l'un des livres les plus importants publiés depuis longtemps. On attendait ça depuis 1975, depuis la sortie aux Éditions du Seuil de la petite bombe de Tom Wolfe, *Acid Test* (coll. Fiction & Cie). Tony Cartano, qui dirige la collection Off chez Veyrier, veut vraiment faire exploser le journalisme traditionnel. Après *Las Vegas Parano* (où l'on regrette tout de même de ne pas voir figurer les étonnantes illustrations que Ralph Steadman a dessinées spécialement pour ce livre**) il enfonce le clou en sortant un autre gros livre, *Rolling Stone, une anthologie du nouveau journalisme*, avec le même Thompson, aux côtés de Tom Wolfe et de très nombreux autres noms inconnus en France, c'est dommage. Les lecteurs de la *Gueule Ouverte* liront-tout spécialement le reportage d'Howard Kohn, *Le terrible pouvoir de l'industrie nucléaire et comment elle a réduit Karen Silkwood au silence*, où l'on découvre une originale façon de se débarrasser d'une militante anti-nucléaire gênante : tout simplement en lais-

sant traîner de petites quantités de plutonium dans son frigo, pour assaisonner ses sandwiches. T'as pas encore essayé ça, Boiteux ?

On complètera agréablement cette équipée sauvage avec *l'almanach d'Actuel* (Ed. du Sagittaire) qui pourra servir d'illustrations aux propos de Thompson. *Actuel* a toujours cherché à explorer le même domaine, à cheval sur tous les genres. En utilisant le langage et les tics d'un groupe minoritaire comme la contre-culture pour décrire en détails les rouages du système en place, le nouveau journalisme a dynamité la réalité. Et dans les fissures, pourquoi pas, une autre vie ?

Bernard Blanc ●

Hunter Thompson, *Las Vegas Parano*, Ed. Veyrier, coll. Off, 224 p. 30,00 F.

Rolling Stone, une anthologie du nouveau journalisme, même collection, 364 p. 38,00 F.

* Les écologistes mélomanes savent-ils qu'ils peuvent se procurer aisément la bande originale du film, avec Steppenwolf, les Byrds, Jimi Hendrix et quelques autres fans de la sono ? Il suffit, pour cela, d'engraisser ABC Records, distribution Carrere (68 902).

** Pour lutter contre la frustration de ne pas voir plus souvent dans la presse française les dessins de Steadman, on lira tous les mois *Le fou parle* (19 rue Cassette, 75006 Paris) qui est l'un des seuls mensuels à le laisser délirer en toute tranquillité.

I L avait déjà perdu son journal, «l'Express». Il perd aujourd'hui son fauteuil de député de la Lorraine. Jean-Jacques Servan-Schreiber aura laissé dans le monde politique l'émouvant souvenir de la fantaisie mal récompensée.

De la Malène, bétonneur fou de la Villette et destructeur de Paris risque d'y passer aussi dimanche prochain. Que se passe-t-il ? Dieu abandonnerait-il les maniaques du marteau-piqueur ?

Les écologistes de cette circonscription parisienne, Henri Fabre-Luce et Brice Lalonde ont obtenu 3% des voix. Ce n'est pas encore la Bérésina mais ce n'est déjà plus Austerlitz !

Le crépuscule des vieux

I l approche l'âge de la retraite, il a conduit la gauche à sa Nième déroute en vingt ans, on l'appelle fort justement le Poulidor de la politique...

Et pourtant il s'accroche. Il veut être le candidat unique de la gauche aux présidentielles de 81 et donner ainsi une rallonge de sept ans à Giscard.

Mais quelle est donc cette déraison qui égare les vieux hommes politiques ? Quel est ce vertige du pouvoir, cette drogue de la «Res publica» ? Les cimetières sont pleins d'hommes providentiels et de leaders irremplaçables. Rares sont ceux qui, comme l'anglais Harold Wilson, ont dit un matin, en plein exercice, «je m'en vais», et sont partis.

Mitterand s'effacera-t-il sans faire de vagues derrière le jeune loup Rocard attaché à ses chausses ? Il ne le semble pas. Il semble au contraire que nous n'éviterons pas les luttes tribales des vieux mouflons, tête contre tête.

Si cette éventualité n'est pas pour déplaire aux polémistes mal embouchés que nous sommes, elle annonce par ailleurs pour la base, pour le «peuple», pour le marais des subalternes, une longue traversée du désert.

Quand les maîtres se querellent, le personnel ramasse la vaisselle cassée. Et dire que ces êtres préhistoriques qui font en découvrant avec leurs cerveaux reptiliens pour la dominance du troupeau, sont dotés de néo-cortex et les laissent au placard !

Ces péripéties du monde politique n'empêchent pas l'expédition des affaires courantes: la Bretagne unanime refuse la centrale nucléaire de Plogoff, les paysans bretons s'opposent au Crédit Agricole, troisième banque mondiale. «Nos députés nous ont trompés !» crient les Bretons.

Car ceux-là ont compris que le salut ne venait pas de Paris et des comités directeurs... comme l'ont montré les chefs de la gauche divisée, il y a un an, douloureux anniversaire.

Quand la côte des politiciens dégringole au hit-parade, l'espoir remonte.

A.

Le monde libre se déchaîne

Ce monde ne tourne pas bien rond, nous en sommes bien conscients, allez ! Maudite information, diraient les Québécois ! Dans le temps, c'était peinarde : on apprenait à Narbonne qu'une révolution avait ensanglanté le pavé parisien avec trois mois de retard. Aujourd'hui, on suit heure par heure les massacres du Nicaragua. Avec Concorde, on y est en trois heures, le temps de se croire à Dresde en 45. On n'est pas rentré à Paris avec un carnet de voyage gonflé de larmes qu'un autre dictateur, sous d'autres hémisphères, défend le peuple libre en peuplant les abattoirs. Nos potentiels d'indignations en prennent un méchant coup.

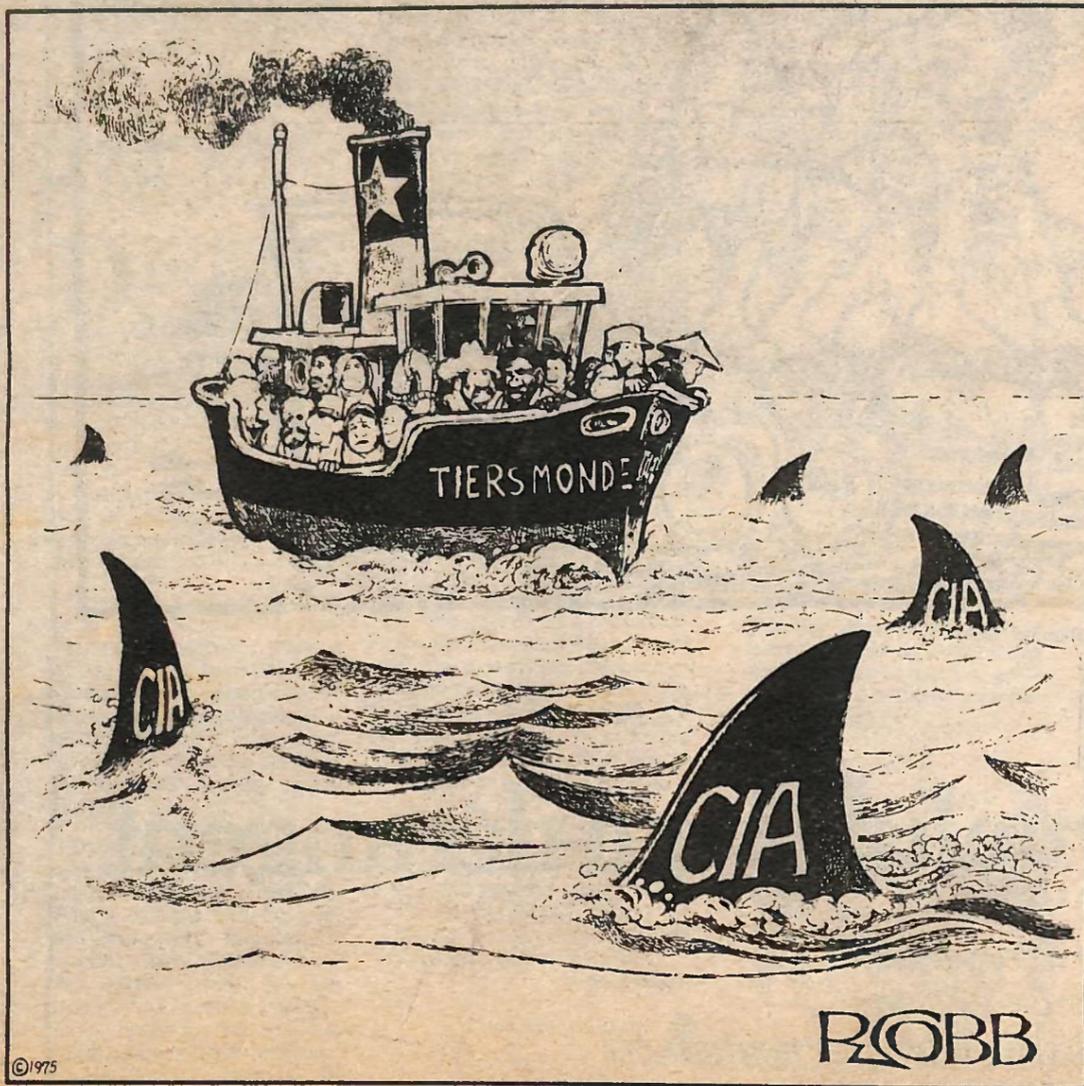
C'est vrai, quoi, à quoi bon s'indigner encore ?

Qui ne s'indigne plus, consent. Indignons-nous mordicus, jusqu'à la mort. Voyez comme on est : on serait aux portes de l'enfer qu'on geulerait toujours ...

C'est plus du journalisme, c'est du mauvais caractère !

Donc, présentement, l'Injustice Dominante, autrement qualifiée d'atteinte réitérée aux droits imprescriptibles de l'Homme, en abrégé : « Feu à volonté ! », semble s'être déplacée d'Est en Ouest, à la grande surprise des commentateurs démocrates du Figaro et d'ailleurs. Le moindre soupire de dissident soviétique est, dans certains milieux, amplifié par les décibels furieux des sonos vertueuses. Les « nouveaux philosophes » s'allient objectivement aux ringards de la droite pour dire que, voyez en URSS, la révolution a une drôle de mine ! Et ils ont raison : enfermer des gens, ça ne se fait pas.

En revanche, nos pétitionnaires scandalisés sont apparemment en vacances quand le Shah fait du tir au pigeon shiite ou quand Somoza dératise son pays à la mitrailleuse lourde. Pourtant, cré dieu, c'est pas le cadavre qui manque. On ne peut même plus les compter, sous les catafalques des mouches noires.



Seulement voilà : ces hommes-là sont dans l'autre camp, le nôtre, le camp du « monde libre », le camp américain. Là où il ne saurait y avoir d'atteinte aux droits de l'homme sans qu'une opinion publique informée ne demandât des comptes à ses dirigeants. Quand Shkarov tousse, Jimmy Carter éternue. Quand Somoza bombarde les taudis du Nicaragua, Jimmy Carter lui envoie des pièces de rechange.

Comme Jimmy Carter est le président d'un grand pays libre et démocrate, le phare qui nous éclaire, les commentateurs lui emboîtent la sourde oreille et revoient leur vocabulaire. Une insurrection populaire est appelée « troubles ». Une répression militaire est dite « maintien de l'ordre ». Une dictature néo-nazie est une « loi martiale ». A Wall Street, la Bourse ne bronche pas, et c'est bien l'essentiel.

Moralité : ne croyez pas ce qu'impriment les journaux, c'est tout des mensonges inspirés par les pitres du Monde, Carter et Brejnev, par relais satellites interposés.

Ouvrez vos méninges : l'important est ailleurs. Les révolutions, les contre-révolutions, les coups d'états martiaux et les dissidences goulageuses, c'est le futile qu'on met en avant, l'ordinaire de la vie des peuples. C'est la lutte pour

être bien placé dans la coupelle du char, le doigt sur la détente. Vingt siècles que ça dure. Ote-toi de là que je m'y mette ! Tu me fais de l'ombre. Pan, pan ! Il est mort, je règne.

Ces compétitions primaires sont passionnantes, surtout pour les vers de terre dont elles garantissent la survie. Le cœur nous pousse à compatir avec les faibles, dans l'espoir qu'une fois liquidé l'opresseur, les faibles vont se doter d'un régime à visage humain. Or que se passe-t-il ? Notre tête infirme les élans du cœur et nous devons constater que des rangs des faibles surgissent de nouveaux maîtres, tout aussi morpions du pouvoir personnel ... et c'est reparti comme en 14 et comme en URSS.

Plus intéressante que la connaissance des rapports Est-Ouest devrait être celle du fonctionnement du cerveau humain, plus précisément de l'hypothalamus, la connaissance des mécanismes qui mènent à la recherche du pouvoir. Songez à l'intérêt de découvrir pourquoi un Chirac devient un Chirac, un Mitterrand s'accroche à Mitterrand, pourquoi des êtres à priori développés comme les Français continuent à voter pour des hommes politiques. Savoir pourquoi nous grelottons dans la solitude affective, pourquoi nous « compensons » avec la « reconnaissance professionnelle », pourquoi nous luttons contre les perturbations de l'équilibre intérieur en nous gratifiant avec des stocks d'objets (consommation), ou avec de la militance.

Un jour, l'homme sortira de la préhistoire et les guerres civiles, guerres religieuses, guerre du travail salarié (lutte des classes) paraîtront aussi risibles que les combats du tricératops. En attendant, l'homme est un dinosaure légèrement évolué qui se roule sur son tas de fougères en croyant que ça durera toujours.

Pauvre bête !

Arthur

Modeste contribution à la résorption du chômage

Ne reculant devant aucun sacrifice intellectuel, le gouvernement français de M. Barre vient de mettre successivement en chantier un plan-textile, un plan-réparation navale et un plan acier. Ces secteurs, hérités du 19^e siècle, sont des « canards boiteux qui battent de l'aile » comme disent les animaliers. En termes marxistes, ils s'agit de secteurs où la plus-value subissant les effets de la sécheresse, les récoltes ne sont plus ce qu'elles étaient, suite à une baisse tendancielle du taux de profit, avec forte détumescence, et chute brutale de libido. Après dissipation des brumes matinales, les patrons des secteurs considérés s'expatrient vers les Bahamas et autres pays compréhensifs. Pendant ce temps, les textiles de Hong-Kong viennent narguer nos produits tricolores à des prix défiant toute concurrence, étant donné l'incidence légère des coûts de fabrication dans ces contrées non-syndiquées. En clair : nous avons appris aux métèques à bosser

comme nous. Ils font aussi bien et moins cher. O contradictions du libre-échangisme !

Les porcs chinois, les petits moteurs allemands de l'Est, les culottes de Hong Kong, les transistors japonais, les cafés du Sénégal, les entrecôtes argentines, traversent nos frontières avec des passeports en règle et mettent au chômage nos ouvriers. Il nous faut donc trouver une exclusivité, quelque chose de si compliqué à faire, demandant tant de valeur ajoutée, qu'aucun bougnoule ne pourrait seulement l'imaginer.

Or, nous l'avons : c'est le bombardier lourd, la bagnole et la centrale nucléaire.

En conséquence, le gouvernement Barre, approuvé par les syndicats, a pris les mesures suivantes :

1 - Tout dictateur le demandant en triple exemplaire sur papier timbré recevra vingt centrales nucléaires contre une livraison gratuite et

permanente des produits de son sous-sol (pétrole pour l'Iran, diamants pour l'Afrique du Sud, uranium pour le Tchad et le Zaïre) 2 - Chaque enfant du tiers-monde aura, à sa naissance, un rabais de 10% sur l'achat d'une 4L avec hayon arrière rabattable et lave-glaces électroniques.

3 - Tous les chômeurs français sont invités à suivre dès aujourd'hui un stage de formation-reconversion dans les usines d'armements.

Le sourire et l'escalope sont revenus aussitôt dans les foyers français à l'annonce de ces mesures de relance énergétique. Il semble en effet, comme dit M. Drouin, que le gouvernement ait joué là avec lucidité la carte du réalisme économique. L'électricité, la bombe atomique, l'évasion dominicale et les déluges d'acier font partie des besoins qualitatifs de l'humanité en voie de développement que nous serions mal venus de vouloir discuter. De quel droit pourrions-

nous les priver des marques les plus avancées du progrès humain ?

Garder son plutonium pour soi, c'est égoïste et un peu digne du génie français.

Quant à ceux qui voudraient proposer des mesures écologiques (petites unités de production d'objets utiles et inusables) qu'ils se taisent ! D'ailleurs, même s'ils parlaient, on s'arrangerait pour que ce fut dans le désert. Politique et syndical. Car si les gens découvraient qu'ils peuvent organiser eux-mêmes leur temps et leur travail, là où ils vivent, ce serait la révolution. Or, ça, nous sommes formels, nous n'en voulons pas : la Bourse serait morose.

Arthur

